HF
3228
.C4C3514

Rapport de la

MISSION COMMERCIALE SUPÉRIEURE DU CANADA EN AMÉRIQUE CENTRALE ET AU PANAMA

21 janvier au 3 février 1979

Gouvernement du Canada | Government of Canada
Industrie et Commerce | Industry, Trade and Commerce

Rapport de la

MISSION COMMERCIALE SUPÉRIEURE DU CANADA EN AMÉRIQUE CENTRALE ET AU PANAMA

Dirigée par
Claude T. Charland,
sous-ministre adjoint,
Service des délégués commerciaux
et
Marketing international,
Industrie et Commerce
21 janvier au 3 février 1979

TABLE DES MATIÈRES

Industry, Trade and Commerce
Industrie et Commerce
MAY MAI 22 1980
Library
Bibliothèque

	PAGE
Historique	1
Objectifs	3
Organisation	3
Résultats de la mission	4
Poursuite des relations	6
Liste des membres	7
Rapports sur les pays visités (Panama, Costa Rica, Guatemala, El Salvador, Honduras)	
Situation économique et plan de développement	
Résumé des visites officielles	
Résumé des débouchés commerciaux	
Renseignements de base	

HISTORIQUE

Jusqu'à ces dernières années, l'économie de l'Amérique centrale et du Panama reposait presque uniquement sur l'agriculture et l'artisanat. Avec l'établissement du Marché commun en 1960, l'industrie manufacturière puis le commerce entre les régions se sont considérablement développés. Toutefois, malgré ces progrès, l'économie de ces pays reste essentiellement fondée sur l'agriculture, qui leur fournit leurs principales réserves alimentaires et qui constitue la plus grande source de revenu de la population. L'agriculture figure aussi au premier plan dans le domaine des exportations: c'est elle qui attire la plus grosse part de revenu provenant du commerce extérieur. En outre, c'est avec la transformation des produits agricoles que l'industrie manufacturière a pris naissance et les produits agricoles représentent encore une partie importante de l'activité industrielle.

Cette région est riche en ressources naturelles: sources d'énergie hydro-électrique, forêts, importants gisements de minéraux tels que le cuivre, le nickel, la bauxite, l'or, le minerai de fer, le gypse et quantité d'autres; de plus, elle se prêterait très bien à l'établissement d'entreprises de pêches, et compte une main-d'oeuvre considérable.

Une partie importante de l'Amérique centrale est consacrée à l'agriculture, qu'il s'agisse de culture ou de mise en pacage. Les récoltes des plantations, notamment celles du sucre, du tabac, du café et des bananes, comptent pour environ la moitié de la production et représentent les exportations les plus importantes de la région. Les autres récoltes comprennent le riz, le maïs, les fèves, les pommes de terre et les agrumes. L'élevage de bétail, notamment de bovins, de porcs et de la volaille, a augmenté considérablement.

Environ 30% de toute la surface agraire est couverte de forêts, ce qui permet aux pays d'augmenter l'exploitation de leurs ressources en bois, qui comprennent l'acajou, le noyer et d'autres bois durs tropicaux, ainsi que le pin. La pêche est destinée à la consommation locale et à l'exportation. Le revenu provenant de l'exportation des crevettes, du thon, des salicoques et du homard est assez considérable.

On a commencé à exploiter d'importants gisements de cuivre au Panama et des filons respectables de fer, de nickel et de bauxite dans les autres pays d'Amérique centrale; ce secteur semble très prometteur et jouera sans doute un rôle important dans l'industrialisation et l'expansion économique de la région.

En 1975 et 1977, le cours mondial du café a quadruplé de valeur; les prix d'autres produits tels que les bananes et le coton ont aussi augmenté, ce qui a fait passer les revenus des pays d'Amérique centrale provenant du commerce extérieur de $625 millions en 1975 à $2,2 milliards en 1977.

Le commerce entre le Canada et cette région est passé de $67,8 millions en 1971 à $235,1 millions en 1978 et les chiffres du premier trimestre de 1979 indiquent une poursuite de cet accroissement. Bien que la participation du Canada soit proportionnellement assez restreinte (entre 1 et 2%), les exportations canadiennes sont fort variées: citons notamment le papier journal et le carton d'emballage ondulé, les feuilles et les rubans d'acier, le blé, le malt, les tricots, les produits pharmaceutiques, l'appareillage téléphonique, les avions, l'amiante et le matériel agricole, la matériel de fabrication et de transport.

OBJECTIFS

Dans ce contexte, le sous-ministre adjoint, Service des Délégués commerciaux et Marketing international, a décidé de mener une mission supérieure d'expansion commerciale en Amérique centrale et au Panama en janvier- février 1979. Cette mission avait pour objectif de montrer l'intérêt du gouvernement canadien dans la poursuite et l'intensification des relations commerciales et économiques avec la région, de prendre connaissance sur place des projets de développement de chaque pays afin d'être en mesure de mieux répondre à leurs exigences, de jeter les bases de programmes permanents et systématiques d'expansion des marchés et d'établir des contacts en vue des futures missions fédérales et provinciales et aussi à l'intention des associations d'industries privées et des hommes d'affaires. Le but visé était de faciliter, grâce à une communication directe entre les gouvernements et les chefs d'entreprises du Canada et d'Amérique centrale, l'adaptation des possibilités industrielles et des connaissances techniques du Canada aux besoins locaux en matière d'essor économique.

On a jugé préférable de tenir ces discussions directes après que les nouveaux gouvernements de quatre des pays visités (Panama, Costa Rica, Guatemala et Honduras) aient eu le temps d'évaluer l'évolution de l'économie mondiale et d'y faire face. Ainsi, les dicussions ont pu être consacrées à la délimitation précise des domaines où le commerce pourrait être développé et à l'étude des moyens à prendre à cet effet.

Les membres de la mission et les activités ont été choisis de façon à ce que les principaux objectifs de la mission soient remplis.

ORGANISATION

Les membres de la mission ont été choisis avec soin de façon à ce que, compte tenu des limites pratiques, un large éventail des compétences et des intérêts canadiens puisse être représenté. Puisqu'il s'agissait de la première mission de ce niveau à visiter cette région, on a estimé préférable de sélectionner le plus grand nombre de cadres supérieurs possible représentant toutes les régions du Canada. Le programme d'activités des membres était réglé de façon à les mettre en contact avec les chefs de gouvernement et les chefs d'entreprises. Des rencontres ont été

organisées avec les présidents de plusieurs des pays visités, avec des ministres clé de leurs cabinets, avec de hauts fonctionnaires des gouvernements et des cadres supérieurs d'entreprises.

Des entreprises ayant déjà réussi à accéder au marché et des entreprises tentant d'y accéder ont été choisies pour participer à la mission. En outre, on a réussi à respecter les divers intérêts en incluant non seulement des exportateurs, mais également des représentants de l'Association des importateurs canadiens, du milieu bancaire et de différentes associations commerciales.

RÉSULTATS DE LA MISSION

La mission a réussi à atteindre les objectifs mentionnés plus haut: ses représentants ont rencontré des présidents, des vice-présidents, des ministres et des sous-ministres, et des cadres supérieurs des banques commerciales et des banques de développement, des organismes d'expansion industrielle, des Chambres de commerce et des industries ainsi que des sociétés privées, qui les ont chaleureusement accueillis et ont étudié avec eux leurs programmes et projets de développement. À leur tour, les membres de la mission les ont familiarisés avec le marché canadien et un grand nombre d'entre eux ont exprimé leur intérêt à faire affaire avec le Canada. Au terme de ces échanges des sociétés canadiennes ont entrepris de donner suite à de nouvelles entreprises commerciales et à de nouveaux projets.

Plus de 75 projets d'investissements de capitaux, évalué à plus de $6 milliards, ont été étudiés avec les fonctionnaires clé de ces pays. La plupart de ces projets relèvent de domaines où le Canada possède de l'expérience et de vastes connaissances techniques. Dans le seul secteur hydro-électrique, au moins 10 projets évalués à quelque $3 milliards sont planifiés. Dans le secteur des télécommunications, des programmes d'expansion totalisant plus de $200 millions sont en cours. Plusieurs ports sont en train d'être modernisés et/ou développés et l'on compte en construire au moins deux autres, à un coût dépassant les $200 millions. Plusieurs des réseaux de chemins de fer seront probablement remis à neuf et prolongés. Dans le secteur des aéroports, la construction d'au moins deux autres aéroports est à l'étude. Dans le domaine minier, le Canada participe activement au projet d'exploitation des mines de cuivre de Cerro Colorado (Panama), évalué à $1,6 milliard. Divers projets dont

certains intéressent le Canada, sont présentement à l'étude dans le secteur agro-industriel. Dans le secteur forestier, où le Canada est à la pointe du développement, divers projets (reboisement, exploitation forestière, scieries, industries de fabrication de panneaux de copeaux) sont prévus. L'Amérique centrale s'efforce actuellement de développer son industrie de la pêche, et plusieurs projets sont planifiés ou sont en cours. Un certain nombre de projets d'alimentation en eau et de traitement des eaux d'égout, évalués à plus de $250 millions, sont en cours. On prévoit établir plusieurs centres touristiques qui offriront des occasions d'investissement et de financement, et qui demanderont des connaissances dans ce domaine et de l'expérience dans la gestion ainsi que l'établissement d'installations adéquates. Plusieurs hôpitaux doivent être construits. Les récentes découvertes de gaz et de pétrole dans la partie nord du Guatemala permettront l'exploration de gisements de pétrole.

La Banque mondiale, la Banque interaméricaine de développement et la Banque centre-américaine pour l'intégration économique consentent des prêts considérables à ces pays afin de les aider à réaliser un certain nombre de ces projets. En outre, la Société pour l'expansion des exportations et les associations bancaires canadiennes sont prêtes à accorder un appui financier dans le cadre des contrats canadiens.

On trouvera une description détaillée de certains des projets mentionnés plus haut dans les sections suivantes, consacrées aux différents pays. Pour de plus amples renseignements, prière de s'adresser à la Direction des projets d'outre-mer, Ministère de l'Industrie et du Commerce, Ottawa.

Les membres de la mission ont tenu plus de 300 rencontres individuelles avec des clients actuels ou éventuels, des agents, des distributeurs et des fonctionnaires des gouvernements. Les résultats de ces rencontres et leurs conclusions se trouvent sous la rubrique "Résumé des débouchés commerciaux" figurant dans chaque section portant sur un pays. On trouvera également des renseignements sur les possibilités commerciales dans d'autres sections du rapport.

POURSUITE DES RELATIONS

Cette mission ne représente que la première étape d'une série d'activités visant à établir des relations commerciales et économiques plus étroites entre le Canada et les pays d'Amérique centrale et Panama. Afin de maintenir l'élan donné par cette visite, le gouvernement fédéral, de concert avec les gouvernements provinciaux et les associations commerciales, projette de poursuivre les relations entamées grâce à d'autres visites et missions dans ces pays. Plusieurs pays d'Amérique centrale se sont dits intéressés à envoyer des hommes d'affaires et des missions officielles au Canada afin de mieux étudier les possibilités et les façons d'améliorer le commerce bilatéral. Plusieurs membres de la mission sont retournés dans ces pays depuis la fin de la mission et au moins deux contrats ont été signés depuis lors, ce qu'on peut, au moins indirectement, attribuer au climat de bonne entente créé par la visite.

Le gouvernement fédéral fournit un grand nombre de services dans le but d'encourager les hommes d'affaires à participer à des projets à l'étranger; vous en trouverez une description détaillée dans la brochure intitulée: "AIDE - Assistance et Information pour le Développement de l'Entreprise" qui peut être obtenue gratuitement, en anglais et en français, en écrivant à: AIDE, C.P. 9500, Ottawa, K1G 4B1.

Le Programme de développement des marchés d'exportations, administré par le ministère de l'Industrie et du Commerce, s'adresse tout particulièrement aux entreprises intéressées à visiter des pays offrant la possibilité de marchés éventuels. De plus amples renseignements peuvent être obtenus en s'adressant au Ministère, à Ottawa, ou à l'un des bureaux régionaux dans tout le Canada.

LISTE DES MEMBRES

Chef de mission

C.T. Charland
Sous-ministre adjoint
Services commerciaux et marketing international
Ministère de l'Industrie et du Commerce

Hommes d'affaires

M. S.J. Cunliffe, président
Association des ingénieurs-conseils du Canada
Ottawa (Ontario)

M. K. Hillyer, directeur exécutif
Association canadienne pour l'Amérique latine (ACAL)
Toronto (Ontario)

M. J.N. Baillie
Association des banquiers canadiens
Toronto (Ontario)

M. W. Culbertson
Association des importateurs canadiens
Toronto (Ontario)

M. J.D. Bélisle, vice-président
Service des consultations Canadien Pacifique (SCCP)
Montréal (Québec)

M. A.K. Rogers, président
Canadian Rogers Western (1971) Ltd
Winnipeg (Manitoba)

M. G. Talbot, vice-président de groupe
Canron Inc.
Montréal (Québec)

M. W. Rix, président
Charlottetown Metal Products Ltd
Charlottetown (Î.-du-P.-É.)

M. W.C. Lee, président
CORERE
Renewable Resources Consultant Ltd
Halifax (N.-É.)

M. D. MacKenzie, directeur des ventes de groupe
The deHavilland Aircraft of Canada Ltd
Downsview (Ontario)

M. E.G. Trusler, président
Exco Industries Ltd
100 Mile House (C.-B.)

M. R. Kelly, président du conseil d'administration
et président
Interimco Ltd
Ottawa (Ontario)

Mme C. Baumann, vice-présidente
Nordic Farms
Guelph (Ontario)

M. J.P. Gagnon
Northern Telecom
Montréal (Québec)

Ministère de l'Industrie et du Commerce

M. F.R. Harris
Division de l'hémisphère occidental
Direction des projets d'outre-mer

M. S. Pattee, secrétaire de mission
Division des Antilles et de l'Amérique centrale
Bureau de l'hémisphère occidental

Mme M. Vandenhoff
Coordonnatrice de projet pour la mission
Direction des projets de promotion

Société pour l'expansion des exportations

M. A.J. Dundas, directeur régional
Division des Antilles et de l'Amérique centrale

Agence canadienne de développement international

Mme M. Dompierre-Mant
Ambassade du Canada
Guatemala

Ministère des Affaires extérieures

M. Y. Saint-Hilaire, sous-directeur
Division de l'Amérique latine

PANAMA

SITUATION ÉCONOMIQUE ET PLAN DE DÉVELOPPEMENT

Des six nations qui forment l'isthme de l'Amérique centrale, le Panama s'est révélé le meilleur marché pour les exportations canadiennes au cours des quatre dernières années. Malgré une population de moins de deux millions d'habitants, ce pays jouit d'un très haut niveau d'importations par habitant. Ce pays n'est pas membre du Marché commun centre-américain (MCCA) et par conséquent, sa structure tarifaire le rend particulièrement accessible aux biens de consommation et aux produits alimentaires venant du Canada.

L'activité économique de ce pays est concentrée dans les villes portuaires de Panama et de Colon, qui renferment 48% de la population et comptent pour environ 45% du revenu du pays; en outre, elles sont l'origine de la majeure partie de la production nationale provenant des domaines de la fabrication, des services publics, du commerce et des services.

Presque toute cette activité provient des services de la zone du Canal et de la zone libre de Colon, la deuxième en importance au monde, où sont établies 320 entreprises qui importent des produits en vrac surtout de l'Orient et des États-Unis, et les transforment ou les emballent de nouveau pour les distribuer en Amérique latine, aux États-Unis et au Panama.

Au Panama, le revenu moyen par habitant est de $(É.U.)1260, soit l'un des plus élevés en Amérique latine. Cependant, au cours des quatre dernières années, le taux de croissance du produit intérieur brut a à peine dépassé 1% par année. Il semble que la signature du Traité du canal de Panama donnera à l'économie du pays une impulsion qui survient fort à propos.

Le Traité du canal de Panama

À l'automne de 1977, après 13 années de négociations intermittentes, les États-Unis et le Panama en sont venus à un accord sur l'avenir de la zone du Canal, qui était sous contrôle américain depuis 1903. Cet accord prend la forme de deux traités: le premier porte sur l'administration, l'entretien et la défense du Canal, dont il cède la propriété au Panama en l'an 2000. Au cours des trois prochaines années, soit à compter d'octobre 1979, le Panama

prendra graduellement possession des terres et des cours d'eau de la zone du Canal. En vertu de cet accord, ce pays touchera annuellement une somme supplémentaire de $60 millions perçue à partir des droits de douane imposés dans la zone du Canal, ainsi qu'un montant global de $200 millions versés par les États-Unis, sur cinq ans. Le second traité concerne la neutralité de cette voie navigable après l'an 2000.

Exportations

Les exportations de ce pays sont surtout axées sur les services. En 1977, les exportations de biens ont atteint environ $380 millions; en tête venaient les produits du pétrole (essentiellement pour le ravitaillement des navires traversant le canal), les bananes, le sucre et les crevettes. Depuis les trois dernières années, les exportations des produits non dérivés du pétrole se maintiennent à environ $200 millions. La production et le prix des bananes sont demeurés stables, alors que la baisse du prix du sucre a annulé les effets d'un accroissement de la superficie cultivée. Les exportations de sucre ont cédé la place à celles des crevettes, au troisième rang des exportations du pays, mais des mesures de conservation devront être envisagées si l'on veut maintenir le niveau actuel de cinq millions de tonnes.

Les exportations de services, évaluées à $814 millions, représentent plus du double des exportations de marchandises. Un solde favorable au titre des services (surtout grâce à la zone du Canal, à la zone libre de Colon et au tourisme) a aidé à combler le déficit du commerce des marchandises. En 1977, les importations ont été évaluées à $868 millions et les exportations à $445 millions. Panama effectue une grande partie de ses transactions commerciales avec les États-Unis, qui ont reçu 50% de ses exportations et expédié 30% de ses importations. L'Allemagne de l'Ouest, le Venezuela, le Japon et les pays d'Amérique centrale constituent également des marchés commerciaux importants.

Importations

En 1977, les importations par habitant de ce pays ont atteint $(É.U.) 480 millions, soit le deuxième rang après le Venezuela parmi les pays d'Amérique Latine. Elles ont représenté environ 35% du PIB du pays et ont marqué une baisse comparé à 1976. Les importations de pétrole ont diminué à cause de la baisse de la circulation sur le canal de Panama et de l'augmentation de la concurrence provenant des surplus mondiaux en chargements de ravitaillement. Les

autres importations ont légèrement diminué en termes de dollars et, de façon encore plus importante, en termes réels. Cette stagnation a été causée par le relâchement de l'économie intérieure, suite à une baisse soutenue des niveaux d'investissement privé, à l'exécution d'importants projets d'importations dans le secteur public et à des modifications apportées au secteur public en général. Les importations de produits alimentaires ont cependant augmenté.

Commerce avec le Canada

En 1978, les importations de ce pays en provenance du Canada ont augmenté d'environ 10%, atteignant $20,7 millions, alors que ses exportations au Canada ont augmenté de 46%, se chiffrant à $18,9 millions. Les importations canadiennes à Panama comprenaient le carton, le papier journal, la viande, le lait en poudre, les produits alimentaires, les produits pharmaceutiques et divers accessoires vestimentaires et biens de consommation.

Structure de l'économie intérieure

L'agriculture représente à peine 16% du PIB mais emploie un tiers de la population active et compte pour 42% des exportations de marchandises. En 1977, une bonne récolte de riz, un regain dans la production de bananes et une augmentation constante de l'élevage de bétail (excluant les bovins) ont compensé des baisses dans les productions de maïs, de légumes et de canne à sucre.

Après le boom de 1970-1973, le secteur de la construction a poursuivi son déclin, qui a été le facteur le plus important de la crise économique des quatre dernières années. Il semble que ce marasme tire à sa fin et la signature du Traité du canal de Panama devrait offrir d'autres perspectives intéressantes en ce qui concerne l'intégration des terres de la zone du Canal. Les stimulants fiscaux introduits en 1977 ont eu certains effets positifs sur le secteur de la construction au cours du dernier trimestre de 1977 et en 1978.

Le secteur de la fabrication, qui ne représente que 15% du PIB, s'est légèrement rétabli après trois années consécutives de déclin attribuable en partie à la baisse soudaine dans la demande de matériaux de construction. La production de textiles, de chaussures et de produits du papier a baissé à cause de la concurrence de plus en plus forte causée par des importations offertes à prix moins élevé, la contrebande à une grande échelle et la substitution sans cesse croissante du plastique aux produits de papier.

Le secteur de la transformation des aliments, qui représente 40% du secteur manufacturier, a connu des rebondissements soudains suite aux mesures plus rigoureuses prises par le gouvernement pour mettre fin à la contrebande.

Le secteur des services, qui représente plus de 63% de la valeur totale ajoutée, est le seul qui est resté dynamique depuis 1973 et il a plus que compensé le marasme économique des secteurs primaire et secondaire. Les importants investissements publics dans les ressources énergétiques et hydrauliques et les systèmes d'égouts, ainsi que l'infrastructure ont renforcé les secteurs des services publics, des transports et des communications. Le tourisme et les services bancaires ont enregistré des gains importants.

Perspectives financières

Malgré l'aggravation de la crise économique, Panama a subi des déficits commerciaux particulièrement importants au cours des cinq dernières années qui ont atteint $386 millions en 1977. La dépendance sans cesse croissante du secteur public sur les emprunts de l'étranger a plus que contrebalancé la réduction dans l'afflux de capitaux privés.

La dette publique de ce pays à l'étranger a plus que triplé au cours des cinq dernières années, atteignant environ $(É.U.) 1,4 milliard à la fin de 1977. Cette dette est passée de 31% du PIB en 1973 à 63% en 1977, soit l'équivalent de $800 par habitant, ce qui place le Panama parmi les plus grands débiteurs par habitant au monde. Au milieu de 1978, le ministre de l'Économie a annoncé une dette publique totale de $2,1 milliards, dont $1,5 milliard à l'étranger et $0,6 milliard à l'intérieur du pays. Le gouvernement tente aujourd'hui d'encourager l'initiative dans le secteur privé, après avoir financé un certain nombre de projets, y compris une manufacture de ciment et une raffinerie de sucre. Suite au refinancement de la dette du gouvernement d'un montant de $300 millions, le gouvernement déclare, que son service de la dette est maintenant sous son contrôle et qu'il n'empruntera pas davantage pendant les prochaines années. Les perspectives financières devraient s'améliorer avec les revenus supplémentaires de $60 millions par année venant des droits de douane qui seront perçus en vertu du nouveau Traité du canal de Panama et grâce aux nouvelles mesures de restriction du gouvernement.

Le niveau élevé de la dette publique a étayé les arguments invoqués par les adversaires du projet d'exploitation de la mine de cuivre Cerro Colorado, qui estiment que le gouvernement ne devrait pas prendre part à un investis-

sement d'une telle envergure à l'heure actuelle. Cette controverse, qui règne depuis plusieurs mois, devrait être résolue dans un proche avenir.

Plan d'expansion économique

L'année de transition qu'est en train de traverser le pays en 1979, aura des répercussions sur le futur marché des projets à Panama. Cette année de transition est marquée par quatre principaux éléments: la signature du Traité du canal de Panama, l'établissement du nouveau gouvernement civil en octobre 1978, faisant suite au régime de 10 ans du général Omar Torrijos, l'affermissement de la situation financière du pays et la préparation d'un plan d'expansion pour les années 1980. Ce plan d'expansion établira les futures priorités, à partir de l'état actuel de l'économie du pays, fondée traditionnellement davantage sur les services que sur l'industrie et l'agriculture, par rapport aux pays voisins.

RÉSUMÉ DES VISITES OFFICIELLES

Le Président de la République, M. Aristides Royo, a accueilli la délégation officielle et brièvement passé en revue les objectifs de la mission en exprimant l'espoir que cette visite renforcera le climat d'entente traditionnelle entre son pays et le Canada. Il a déclaré voir d'un oeil positif l'intérêt du Canada à développer des liens économiques plus étroits avec son pays et les autres pays d'Amérique centrale, ajoutant que cette visite survenait à un moment propice, à la veille de l'occupation par son pays de certaines terres de la zone du Canal, c'est-à-dire à un moment où le Panama a besoin de l'aide des pays industrialisés pour mettre en application un certain nombre de ses grands programmes de développement.

Des fonctionnaires du ministère de l'Industrie et du Commerce ont étudié les relations bilatérales avec le Canada; ils ont exprimé leur satisfaction face à l'augmentation du commerce bilatéral au cours des dernières années et ont dit espérer que cette visite améliorerait les rapports commerciaux et économiques entre les deux pays. Ils ont fait ressortir les lois relativement libérales de Panama à l'égard des investissements étrangers et encouragé les entreprises canadiennes à considérer ce marché non seulement comme un marché local mais aussi comme la voie d'accès à d'autres régions de l'Amérique centrale et de l'Amérique du Sud.

La délégation a participé à la réunion hebdomadaire du Conseil économique national, créé en novembre 1978 par le président Royo afin de conseiller le Président sur les questions économiques et financières se rapportant au processus de direction nationale. Formé d'un président, d'un vice-président, d'un secrétaire exécutif et de 13 membres, le Conseil comprend des entrepreneurs privés, des dirigeants ouvriers et des experts-conseils professionnels indépendants. Le conseil a déjà donné son avis au Président sur des questions telles que la politique de commercialisation du sucre et certains aspects du projet d'exploitation des mines de cuivre et il analyse présentement la structure tarifaire du pays ainsi que la promotion de ses exportations. Compte tenu de l'offre du gouvernement canadien de financer jusqu'à concurrence de $1 milliard le projet d'exploitation des mines de cuivre de Cerro Colorado, les membres du Conseil souhaiteraient connaître l'opinion du Canada sur la rentabilité du projet et sur sa mise en oeuvre. Le représentant de la SEE a expliqué en détails les aspects financiers du projet, signalant à plusieurs reprises que l'offre de financement de la SEE ne constitue pas un appui inconditionnel en ce qui concerne la rentabilité du projet, à l'égard duquel le gouvernement de Panama peut avoir recours à d'autres compétences techniques. Il a été précisé que, d'après les données fournies, le projet semblait rentable mais que la décision finale revenait au gouvernement du Panama.

Les représentants de la Société minière Cerro Colorado (CODEMIN) ont exposé aux membres de la mission l'imposant projet d'exploitation des mines de cuivre présentement à l'étude par le gouvernement. Il y a maintenant 10 ans que ce projet a été proposé et c'est Texasgulf qui avait d'abord été désigné pour effectuer les études de faisabilité, qui ont duré 22 mois et qui ont pris fin en mai 1978. Tous les aspects techniques ont été étudiés et CODEMIN en examine présentement les aspects financiers. Étant donné l'ampleur du projet ($1,6 milliard), il existe une certaine opposition au projet à l'intérieur du pays et en 1979, le gouvernement de Panama devrait annoncer s'il désire donner suite au projet et dans quelle mesure se fera la participation de CODEMIN à ce projet.

Dans le cadre du projet Cerro Colorado, 187 000 tonnes de cuivre ampoulé doivent être produites annuellement ainsi que de petites quantités d'argent et d'or. La production de concentrés de molybdène est également prévue. L'acide sulfurique provenant des fonderies pourrait être vendu ou utilisé pour faire réaction avec le phosphate brut afin de produire de l'acide phosphorique destiné à l'industrie des engrais, si l'on décide de mettre sur pied une telle industrie.

Ce projet prévoit l'établissement d'une mine, d'un concentrateur, d'un pipeline à schlamms, d'une fonderie, d'un port, de l'infrastructure correspondante et peut-être d'une usine d'acide phosphorique. Le logement des employés serait assuré par le gouvernement de Panama. Le coût estimatif de $1,6 milliard ne comprend pas la production énergétique et le logement, mais inclut les lignes de transport d'énergie.

Compte tenu des prévisions d'insuffisance au niveau de la capacité de production des fonderies pendant les années 80, CODEMIN a décidé de donner suite au projet de construction d'une fonderie et de ne pas se contenter de produire des concentrés.

En ce qui concerne la commercialisation de la production minière, CODEMIN a annoncé que plus de 75% de la production était déjà assurée à la suite des premiers contacts avec un groupe de pays comprenant le Canada, le Japon et plus particulièrement le Royaume-Uni. Des contacts récents avec le Royaume-Uni, l'Allemagne de l'Ouest et la Belgique ont donné lieu à des déclarations d'intention d'achat atteignant jusqu'à 100%.

En ce qui concerne les besoins énergétiques, on a annoncé que bien que le projet hydraulique El Teribe (400 MW, dont la valeur se situe entre $400 et $500 millions) ne soit pas directement lié au projet de Cerro Colorado, il faudra décider d'ici 1980 si l'on veut donner suite à ce projet, car l'énergie produite en 1982 par La Fortuna (un autre projet hydraulique présentement en cours) ne sera pas suffisante lorsque le projet de Cerro Colorado entrera en opération.

Lors d'une réunion avec la Société nationale de financement (COFINA), le directeur général, M. Pedro Rognoni, a exposé les trois principales sphères d'activité de la société: d'abord, elle offre aux petits investisseurs, qui doivent eux-mêmes verser 20% du montant total, une aide financière allant de $120 000 à $150 000, sur une période de sept à huit ans à un taux d'intérêt de 9,5% à 10%. Deuxièmement, elle aide les moyennes ou grandes entreprises locales à développer leurs exportations, la période de remboursement étant dans ce cas étalée sur 12 ans, avec un délai de grâce d'un an et demi à deux ans et un taux d'intérêt fixe de 10% ou, dans certains cas, de 11%. Pour avoir droit à cette aide, les entreprises doivent déjà être rentables à l'échelle nationale. Enfin, la société offre une aide financière aux entreprises étrangères afin de les encourager à participer aux projets dans la zone du Canal. COFINA et la société étrangère travaillent alors ensemble comme associés.

COFINA s'inspire de la Société nationale de financement du Mexique (NAFINSA), mais les Panaméens estiment qu'ils ont plus d'avantages que leurs homologues mexicains. Les capitaux circulent facilement à l'intérieur ou à l'extérieur du pays, le papier-monnaie du Panama est le dollar américain, bien qu'on l'appelle le Balboa; les Panaméens sont habitués à vivre avec des étrangers à cause de leur longue association avec la zone du Canal; la main-d'oeuvre est très spécialisée par rapport aux autres pays latino-américains et il existe relativement peu de règlements.

C'est le gouvernement qui a d'abord financé COFINA. Depuis lors, des fonds ont été obtenus de plusieurs pays tels que le Pérou, le Venezuela, la Colombie, El Salvador, le Brésil et tout récemment, le Canada, par l'entremise d'une banque commerciale. Pour l'instant, on ne prévoit pas émettre de papier-monnaie, mais on estime que d'ici 10 à 15 ans, COFINA fonctionnera comme une banque ordinaire.

COFINA met quelquefois au point ses propres idées, mais préfère généralement recourir à celles des autres ou confier à d'autres le soin d'élaborer des idées de base. Cette méthode est plus lente mais présente moins de risques pour cette société.

Au cours des cinq prochaines années, COFINA se consacrera surtout à l'exploitation forestière et à l'industrie légère, pour desservir le reste de l'Amérique centrale. Elle s'occupe déjà d'un projet de fabrication de panneaux de copeaux et de la construction de l'hôtel du Centre des congrès et espère jouer un rôle plus important dans le projet de développement agricole Bayano.

Le capitaine Pablo Duran, directeur général de l'Autorité portuaire nationale, a déclaré que le projet le plus important, le port à conteneurs de Coco Solo, en était à sa deuxième phase. C'est une entreprise canadienne qui a récemment terminé l'étude technique finale, l'étude des spécifications et l'analyse financière et l'Autorité disposait d'un mois pour décider, à partir de ces études, si elle donnerait suite à ce projet. Lors de cette réunion, le capitaine Duran a exprimé quelques doutes quant à la viabilité du projet et a déclaré trouver élevé son coût estimatif (plus de $40 millions). La récente décision d'ajourner indéfiniment le projet confirme cette opinion. Il semble que l'accès à plusieurs installations américaines, accordé à Panama en vertu du traité du canal, a été l'une des principales raisons justifiant cette décision. Toutefois, même avant la signature du traité, l'Autorité encourageait les services privés de navigation à installer leur propre

matériel de déchargement à plusieurs endroits, surtout dans les ports de Cristobal et de Balboa, ce qui ne coûtait rien à l'Autorité.

On prévoit la mise en oeuvre prochaine d'un plan directeur qui comprendra, entre autres, une étude intégrée des ports de Cristobal et de Balboa, séparément et ensemble. On prévoit également l'établissement d'un complexe portuaire pour la manutention en vrac de ciment, de riz, de sucre, d'engrais, etc... Un port pour les livraisons en transit de pétrole brut d'une capacité de 400 000 barils par jour, sur la Côte Nord, est en voie de construction à Puerto Armuelles, au coût de $36 millions.

On construit aussi un port de pêche à Vacamonte (à 19 milles du Canal) dont le coût est évalué à $42 millions et qui doit desservir 350 crevettiers et quatre thoniers par jour. Ce port devait ouvrir au milieu de 1979. Une conserverie de poisson sera éventuellement installée dans le même complexe.

Selon des représentants de la zone libre de Colon, 300 entreprises ont leurs propres entrepôts dans cette zone et 700 autres y sont représentées, ce qui représente au total 1000 entreprises. En 1978, la zone comptait plus de 8000 employés. En vertu du traité du canal de Panama, certaines terres adjacentes à la zone seront restituées à des Panaméens et pourront servir à l'expansion de la zone et à l'établissement d'une nouvelle zone industrielle près de l'aéroport. Une nouvelle législation du travail entrée en vigueur en avril 1979 interdit aux employés d'entreprises se trouvant dans la zone de se mettre en grève. En vertu d'une législation fiscale, une compagnie ayant investi au moins $1 million et comptant au moins 100 employés n'est pas tenue de montrer ses livres ni de payer des taxes. Un certain nombre de sociétés attendent présentement que des espaces se libèrent.

Selon les représentants du Service de l'énergie (I.R.H.E.), leur programme d'expansion porte à la fois sur la production et le transport d'énergie électrique. La centrale hydro-électrique La Fortuna répondra aux besoins du pays à court terme mais elle ne sera pas suffisante si le projet Cerro Colorado est mis à exécution, auquel cas le projet El Teribe, présentement à l'étude, deviendrait prioritaire. L'Hydro-Québec a récemment terminé une étude portant sur l'amélioration du réseau de distribution pour la province de Chiriqui, dont le coût est évalué à environ $20 millions. Une demande d'emprunt a été faite auprès de la Banque mondiale pour la somme de $15 millions.

L'IRHE est également intéressé à construire une série de mini-centrales hydro-électriques (½ MW) dans des régions isolées du pays. Une marge de crédit rotative de 180 jours évaluée à $18 millions a récemment été accordée par une banque canadienne en vue de l'achat de matériel.

M. Eduardo Tejeira, sous-directeur général du Service du canal de Panama, a annoncé certains des projets qui seront envisagés après la restitution de certaines terres de la zone du Canal le 1er octobre 1979. Ce service souhaiterait qu'une entreprise fasse une étude d'ensemble afin de déterminer les projets qui aideraient le mieux à maximiser les profits du pays. Certains des projets actuels comprennent la modernisation et l'expansion des ports de Cristobal et de Balboa, la remise en état du chemin de fer du Canal long de 50 milles, la construction d'un hôtel de villégiature sur l'Isla Naos à l'entrée du canal du côté du Pacifique et l'installation d'un funiculaire pouvant se rendre à Ancon Hill, ainsi que des restaurants et d'autres installations touristiques.

M. Emilio Ortez de Zeballos, représentant de la Banque inter-américaine de développement (BID) a signalé les domaines auxquels s'intéressait la banque à Panama. Un fonds de $5 millions est disponible pour les études de faisabilité. Si le projet de Cerro Colorado est adopté, la banque pourra prêter jusqu'à $200 millions, notamment pour la construction de routes et d'autres éléments d'infrastructure, qui seraient utilisés par ce pays à titre de capital. La banque s'occupe également de développement agricole, surtout de l'industrie laitière et des bovins, ainsi que du développement des pêches telles que les coopératives de pêche côtière. La Banque est également prête à consentir des fonds au secteur énergétique. M. Ortez a enfin ajouté qu'en plus d'être un important centre bancaire, Panama tente maintenant de devenir un centre financier.

RÉSUMÉ DES DÉBOUCHÉS COMMERCIAUX

Agriculture et industrie agricole

N'étant pas membre du Marché commun centre-américain (MCCA), le Panama n'est pas soumis aux mêmes restrictions que les autres pays en ce qui concerne l'importation d'aliments et de produits agricoles. Bien que la vente de produits canadiens dans cette région ait dépassé $2 millions en 1978, les vastes possibilités de ce pays n'ont pas encore été entièrement explorées et les ventes peuvent

encore augmenter. Jusqu'à présent, les viandes préparées, le lait en poudre, les pommes et le whisky sont les principaux produits canadiens qui ont été vendus.

Le développement intégré de la région de Bayano constituera un important projet de développement agricole. Ce projet, qui devrait coûter jusqu'à $50 millions, comprendra non seulement un programme d'amélioration de l'industrie laitière et de l'élevage de bovins, mais également la mise en oeuvre d'activités agro-industrielles, dont le projet de fabrication de panneaux de copeaux.

Exploitation forestière

Il semble qu'une grande surface forestière ne soit pas encore exploitée, mais elle se trouve dans des régions éloignées des scieries et par ailleurs le problème que pose l'utilisation efficace des espèces tropicales mélangées doit être étudié attentivement. Un projet de reboisement est présentement à l'étude.

Une société canadienne est intéressée à construire en coentreprise avec le Panama une usine de fabrication de panneaux de copeaux dans la région de Bayano. L'étude de rentabilité est terminée et est en train d'être examinée. Si ce projet est adopté, il permettra au Canada de vendre du matériel de sciage et d'autre matériel connexe ainsi que de l'équipement destiné à l'abattage des forêts.

Pêches

La Banque mondiale a financé l'installation d'un important port de pêche à Panama, dont les travaux ont été entrepris il y a quelques années et qui sera bientôt en opération. Ce projet semble offrir peu de débouchés commerciaux aux fournisseurs canadiens de matériel ou de service mais lorsqu'il sera mis en oeuvre, il sera peut-être possible de desservir directement l'entreprise privée.

La Société nationale de financement (COFINA) participe activement à un important projet de pêche du thon en qualité de prêteur et d'associé. Un profil du projet est déjà disponible mais une aide de l'étranger sera nécessaire pour la commercialisation du produit final.

Télécommunications

On est en train de mettre au point un programme de télécommunications rurales étalé sur cinq ans et évalué à $12,6 millions; on a demandé au Canada de présenter des propositions clé en main en matière de services, de matériel et de financement. Les travaux civils sont compris dans le montant mentionné. Le service de télécommunications INTEL a besoin chaque année de câbles dont la valeur atteint jusqu'à $1,2 million et d'équipement téléphonique d'une valeur de $0,5 million. Ce service lancera bientôt une offre de soumissions d'une valeur de $1 million pour le mécanisme de commutation électronique et PB, en vue de passer du fonctionnement électro-mécanique au fonctionnement numérique.

Tourisme

La construction d'un hôtel de luxe de 400 chambres, adjacent à un nouveau Centre de congrès en construction dans la ville de Panama, a été entreprise par Pentagon Construction Canada Inc., un membre du groupe SNC, au coût de $22 millions. Le contrat comprend la conception, l'acquisition de biens et services canadiens, la construction et toute la planification du projet. Ce projet est financé par la Société pour l'expansion des exportations et par la Banque canadienne impériale de commerce.

Comme on l'a déjà indiqué, on prévoit développer les installations touristiques dans la zone du Canal.

Services de consultation

On s'attend à ce qu'un grand nombre de travaux susceptibles d'intéresser les ingénieurs canadiens soient effectués au Panama; la plupart seront financés par des fonds étrangers. Il devrait être facile d'y établir une entreprise en choisissant un bon associé et en faisant les investissements nécessaires afin de faire partie de la communauté des ingénieurs. Les activités et travaux devraient être menés aussi bien dans le secteur privé que dans le secteur public.

C'est le ministère chargé de la Planification qui s'occupe des tâches relatives aux études de rentabilité et de faisabilité; il administre aussi le Fonds d'investissement de la BID. Les cinq études suivantes devraient être effectuées en 1979:

a) Étude initiale de rentabilité portant sur le changement de la ville de Colon en port libre;

b) Première étude de rentabilité, étude de rentabilité, conception initiale et finale pour 5000 ha à Barn, dans la province de Chiriqui;

c) Étude de faisabilité relative à l'utilisation de digues sèches dans la zone du Canal;

d) Plan directeur en vue de l'utilisation des ports de Cristobal et de Colon dans la zone du Canal;

e) Amélioration du réseau ferroviaire de Panama à Colon.

La participation à ces projets peut se faire par invitation sous l'une des formes suivantes:

1. Invitation adressée à une courte liste établie à partir d'un dossier, ou

2. Appel d'offres officiel en vue d'une admissibilité préalable, ou

3. Appel d'offres officiel sans conditions préalables d'admissibilité.

Toutes les entreprises intéressées à participer à certains projets dans la région doivent être enregistrées et tous les documents relatifs à leur admissibilité préalable doivent être présents dans les dossiers du ministère chargé de la Planification.

Le fonds d'investissement financera l'étude qui sera ensuite évaluée par le Comité, qui présentera ses recommandations au Ministre et enfin au Président. Les entreprises canadiennes qui souhaitent être choisies pour effectuer ces études doivent être associées à une entreprise locale du Panama. On peut se procurer une liste des sociétés d'ingénieurs-conseils auprès de l'Association des ingénieurs-conseils du Canada.

Dans d'autres domaines, le nettoyage de la plage et de la baie de la ville de Panama s'impose de façon urgente. Il semble qu'à la suite d'une étude des systèmes d'égout effectuée en 1950, on a proposé le regroupement en une seule usine de traitement. À cause du coût, le projet n'a pas été adopté. La question est examinée de nouveau, aujourd'hui et l'opinion publique semble se montrer en faveur d'un nettoyage de la région. On a commencé à améliorer le système d'égout mais un important centre de traitement doit toujours être installé.

Machines

Panama annoncera sous peu s'il désire donner suite à l'important projet d'exploitation des mines de cuivre de Cerro Colorado, pour lequel la SEE est prête à verser jusqu'à $1 milliard en vue de l'achat de matériel et de services canadiens pour l'exploitation d'une mine à ciel ouvert, un concentrateur, un pipeline à schlamms et une fonderie devant produire 180 000 tonnes de cuivre ampoulé par année. Les sociétés canadiennes désirant participer à ce projet sont priées de communiquer avec M. Phil Bush, Directeur des secteurs de l'ingénierie et de la construction, Projet Cerro Colorado, Texasgulf Inc., High Ridge Park, Stamford, Connecticut, U.S.A. 06904.

Transport

Routes: Le programme de construction de routes (routes et routes de raccordement) du ministère des Travaux publics est très imposant. Certaines sommes ont déjà été allouées par des institutions internationales de prêt, mais cela n'est pas suffisant. Une mission d'évaluation des routes de la Banque mondiale qui a récemment visité le pays doit présenter ses recommandations sous peu. Il est possible que les services de génie routier canadiens offrent leur propre contribution et le moment semble opportun puisque le gouvernement panaméen s'apprête à assumer certaines des opérations du Canal.

Chemin de fer: Le chemin de fer de la zone du Canal, qui appartient aux États-Unis lesquels en assure l'exploitation, doit être rendu au Panama le 1er octobre 1979. Certains ministres du Cabinet et le Président lui-même estiment que ce chemin de fer pourrait éventuellement devenir un réseau ferroviaire national moderne et élargi pouvant transporter des passagers, des conteneurs, du ciment, des produits agricoles, etc., de l'Atlantique au Pacifique; ce réseau serait doté de nombreuses lignes d'embranchement qui desserviraient divers projets industriels et localités.

À l'heure actuelle, le chemin de fer ne répond qu'aux besoins de la zone du Canal. Une société française, SOFRERAIL, est en train de terminer une étude à l'issue de laquelle des recommandations seront proposées en vue d'une injection de capitaux pour l'achat de nouveau matériel, la relance du commerce, et la modernisation des opérations et la main-d'oeuvre du pays afin de remplacer les spécialistes américains ou de les compléter. Les techniciens panaméens à l'emploi du chemin de fer, ainsi

que les hommes politiques, semblent vouloir adopter le matériel et les techniques nord-américains, en dépit du fait que ce sont les Français qui effectuent cette étude.

Ports: Le projet d'expansion du port de conteneurs de Colon, évalué à $60 millions, a été reporté indéfiniment mais pourrait de nouveau être envisagé dans l'avenir, probablement sous une forme modifiée. Il est cependant possible d'étudier les améliorations qui pourraient être apportées aux ports de Colon et de Cristobal, ainsi que les ventes de matériel qui pourraient en découler.

Aviation: En général, les perspectives d'avenir de l'aviation au Panama sont bonnes, avec l'expansion de la compagnie aérienne intérieure qui desservira les stations plus petites au sein du réseau desservi par COPA, une des compagnies aériennes du pays. Les plans prévoient la fusion de COPA avec Air Panama; la nouvelle compagnie desservirait tous les itinéraires internationaux. L'autre ligne aérienne intérieure, AERO PERLAS, assurerait alors tous les services internes du pays et se développerait afin de desservir les autres régions présentement desservies par des taxis aériens, dans le cadre de vols nolisés. Ceci signifie de bonnes occasions de vente pour les avions desservant de courtes distances et, malgré la concurrence du Brésil, de l'Espagne et du Royaume-Uni, les avions DASH-6 et DASH-7 ont de bonnes chances d'être achetés. À cause du type de développement des aéroports à l'intérieur du pays et parce qu'on ne prévoit pas vraiment les transformer pour qu'ils puissent accueillir de plus gros avions, ces chances sont limitées pour l'avion ADAC couvrant de petites distances.

PANAMA

RENSEIGNEMENTS DE BASE

Superficie: 75 650 km^2; 29 700 milles carrés

Population: 1 774 000 habitants (en 1977); 50% de la population vit dans les villes; taux de croissance annuel de la population: 2,8%

Principales villes:
Panama (capitale); 438 000 habitants (en 1976); Colon, 87 000 habitants (en 1976)

Chef d'État: Le président Aristides Royo a succédé au Général Omar Torrijos le 11 octobre 1978

Cours du change: 1 Balboa - U.S. $1 (au pair)

Produit intérieur brut (PIB):
$(É.U.) 2250,6 millions (en 1977)

Produit intérieur brut (PIB) par habitant:
$(É.U.) 1270 (en 1977)

Affiliations économiques et politiques internationales:
Le Panama est membre de l'OEA, la SELA, la BID, la Banque mondiale, le FMI, de l'ONU et de ses principaux organismes spécialisés. Il n'est pas membre du Marché commun centre-américain (MCCA) bien qu'il ait conclu des accords bilatéraux avec la plupart de ses membres et il ne fait pas partie du GATT.

Réserves internationales:
$(É.U.) 104,3 millions (en mars 1978)

Dette publique à l'étranger:
$(É.U.) 2,1 milliards (au milieu de 1978)

	1972	1973	1974	1975	1976	1977
Importations totales: (millions de $ des É.U.)	408	457,5	760	821,9	821,9	759,7
Exportations totales: (millions de $ des É.U.)	194	211	408,3	458,3	379,9	380

Composition des importations totales:
(en 1977) pétrole (34,8%), biens manufacturés (33,7%), machines et matériel de transport (21,5%), aliments et boissons (7,8%), autres (2,2%)

Composition des exportations totales:
(en 1977) agriculture et aliments (51,5%), pétrole raffiné (26,1%), autres (22,4%)

Principaux produits de l'économie:
Les services (tourisme et opérations bancaires) et le commerce dans la zone franche de Colon sont au coeur de l'activité économique du Panama. L'agriculture, surtout la récolte des bananes, figure parmi ses principales exportations.

Relations commerciales entre le Canada et le Panama:
Le Canada n'a signé aucun accord commercial officiel avec le Panama mais le rapport de Nations les plus favorisées qui existe entre ces deux pays est fondé sur un échange de notes remontant à 1935 entre le Ministre britannique au Panama (à la demande du Canada) et le secrétaire d'État aux Affaires extérieures du Panama.

(millions de $Can)	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978
Exportations canadiennes au Panama	7,6	12,3	17,7	17	18,1	18,7	20,8
Importations canadiennes du Panama	3,7	4,2	3,5	5,9	5,4	12,9	18,8

Principales exportations canadiennes:
viande, lait en poudre, produits alimentaires, acier, carton, pâte de bois, textiles, produits pharmaceutiques, amiante, moteurs et pièces d'avions

Principales importations canadiennes:
bananes et bananes des Antilles, poisson et animaux marins

Représentation au Canada:
Consulat général du Panama
101, avenue Grosvenor
Montréal (Québec)
H3Y 2T1

COSTA RICA

SITUATION ÉCONOMIQUE ET PLAN DE DÉVELOPPEMENT

L'économie du Costa Rica a largement bénéficié de la hausse formidable des prix mondiaux du café amorçée en 1975. Les revenus provenant du café, de meilleures perspectives d'exportation pour les biens manufacturés, le tout accompagné d'un bon taux d'investissement, ont contribué à stimuler un nouveau climat de croissance dans ce pays. Le PIB réel a augmenté de 4,3% en 1976 et de 6,9% en 1977. Ces taux représentaient une amélioration considérable par rapport à 1975, où le taux était alors de 2,1%.

Cette croissance récente est en grande partie attribuable au niveau élevé d'investissements intérieurs, qui a enregistré une hausse de 12% en 1977. La part du PIB consacrée à la formation de nouveau capital est passée de 21% en 1974 à 24% en 1979. Les investissements directs étrangers étaient très élevés de 1974 à 1976, mais le Costa Rica finance actuellement 70% de la formation de son nouveau capital avec ses économies intérieures.

Cette reprise économique a été provoquée par le secteur industriel, où la valeur ajoutée a augmenté de 9% en 1976, et de 11% en 1977. La croissance a été particulièrement marquée dans les secteurs de l'industrie, des produits chimiques, du bois et de la métallurgie, des aliments, des boissons et du tabac.

En raison de mauvaises conditions atmosphériques, la valeur ajoutée réelle dans le secteur agricole a décliné en 1976, et n'a enregistré qu'une augmentation de 1,7% en 1977. Une mesure d'encouragement a cependant donné de bons résultats: il s'agit du Programme national de base relatif aux céréales, institué par le gouvernement dans le but de faire du Costa Rica un pays autosuffisant en ce qui concerne sa production de céréales.

Le point tournant de l'économie du Costa Rica s'est manifesté en 1978, année où l'augmentation impressionnante des importations des deux années précédentes a ralenti, en raison de la chute du prix moyen d'exportation du café. En 1978, le taux de croissance du secteur manufacturier n'était que la moitié de celui de 1977, et l'expansion du secteur des services a également ralenti. Ces baisses ont été en partie compensées par le redressement au niveau du secteur agricole grâce aux conditions atmosphériques favorables et la hausse du cycle de production du café.

Balance des paiements

Depuis 1975, la hausse des gains provenant des exportations de café et de produits manufacturés et la réduction des importations de céréales ont contribué à améliorer la balance des paiements du Costa Rica. Le déficit au compte courant s'élevait à $177 millions à la fin de 1977, mais il a été facile de le financer avec des emprunts étrangers et des entrées d'investissements directs de l'étranger. Cependant, le recours à des emprunts à moyen et à long termes, a résulté en une baisse des réserves internationales de plus de $30 millions. La perte au niveau des réserves reflète le doublement du déficit au compte courant d'environ $400 millions. Cette détérioration est attribuable à la hausse considérable du déficit commercial et à l'augmentation des versements d'intérêt. Bien qu'en 1978, les afflux nets de capitaux aient poursuivi leur tendance à la hausse des deux années précédentes, principalement en raison de l'accélération des emprunts du secteur public, elle n'était pas assez importante pour combler le déficit au compte courant.

En 1978, l'économie est revenue à un niveau plus stable, en raison de la chute des prix du café, bien que des récoltes très élevées de café, de bananes et de coton aient contribué à en amoindrir les répercussions. Le nouveau gouvernement au pouvoir depuis 1978, a établi la liste des priorités en matière d'expansion économique dont, entre autres, libérer le pays de toute importation de pétrole pour la production d'électricité, en accélérant les investissements dans le domaine de l'hydroélectricité, améliorer l'infrastructure du système de transport, aménager des systèmes d'aqueducs et stimuler les industries d'exportation non traditionnelles grâce à l'aménagement proposé d'un parc industriel, dont les produits seraient exportés en franchise. Le refinancement fructueux de $160 millions au niveau de la dette à l'étranger à des termes plus avantageux sur 10 ans, et quatre années de sursis à 7/8% de plus que le taux d'offre interbanque de Londres (LIBOR) réduira la dette publique à l'étranger pour les années à venir et démontre également la confiance que la communauté bancaire internationale manifeste à l'égard des perspectives économiques à long terme.

Plan national d'expansion

Le plan national d'expansion du Costa Rica consiste en un programme quinquennal qui se prolongera jusqu'en 1982. Le but évident de ce programme est d'assurer la hausse continue du niveau de vie des groupes les plus pauvres du pays. Les responsables de la planification du programme ont

établi à 6,4% le taux de croissance annuelle du PIB, taux conforme à ses priorités en matière d'expansion et de redistribution.

L'augmentation globale de la capacité industrielle constitue le thème principal du Plan national d'expansion, en accordant une attention particulière à l'agro-industrie. Les produits agricoles d'exportation demeureront l'élément principal de ce sous-secteur. Cependant, on envisage également un programme de remplacement de certaines importations.

Dans le cadre du plan, environ 70% de l'investissement public sera consacré aux projets d'infrastructure de base qui stimuleront l'investissement secondaire en provenance du secteur privé. Une autre part (16%) de l'investissement public sera versée aux secteurs de production directe, et le reste sera alloué aux programmes sociaux.

Mesures économiques récentes

Plus tôt cette année, le gouvernement a annoncé une série de mesures qui, en fait, constituaient une diminution de ses propres pouvoirs au niveau de l'économie et accordait ainsi au marché une autonomie beaucoup plus grande que par le passé. Le gouvernement éliminait ou diminuait les tarifs douaniers et les taxes sur un grand nombre d'appareils ménagers, sur les pneus et les matières premières industrielles, principalement celles utilisées dans le domaine agricole. Lors d'une réunion avec les ministres de l'économie des autres pays de l'Amérique Centrale, le gouvernement du Costa Rica a proposé des mesures en vue d'éliminer le protectionnisme sur toute une série d'autres produits. La réduction des tarifs douaniers sur les biens de consommation durables a été le sujet de nombreuses controverses et a mis en relief le conflit d'intérêt fondamental entre les industriels d'une part, qui veulent jouir de la protection et de l'accès au niveau du marché régional, et les agro-industriels d'autre part, qui sont satisfaits de la diminution des tarifs douaniers sur les importations et qui, en général, s'opposent à ce que le Costa Rica demeure membre du Marché commun centraméricain (MCCA); en 1978, le pays a accusé un déficit commercial de $27 millions dans le cadre de cet organisme. Le gouvernement a également annoncé la réduction des dépenses publiques et une augmentation ralentie du crédit disponible. Compte tenu de cette réduction, la demande de prêts du secteur de l'administration publique devrait également diminuer, ce qui mettrait plus de fonds à la disposition des secteurs de productivité.

Cependant, il faudra au moins deux ans avant que les effets de ces mesures se fassent sentir sur la balance des paiements.

Résumé

L'économie du Costa Rica a accusé un progrès considérable au cours des six dernières années, avec une croissance moyenne d'environ 3,5% du PIB réel par habitant. Cependant, en 1979, plusieurs faits nouveaux ont donné lieu à certaines inquiétudes. L'inflation, provoquée par une augmentation de 42% des prix de l'essence, est devenue un problème grave. La chute des prix du café et les problèmes au sein du Marché commun ont engendré un déficit commercial sans précédent de $350 millions. Plusieurs mesures économiques demeurent en suspens, en raison de désaccords au sein de l'Assemblée nationale. La disponibilité de crédit continue à nuire à l'investissement en vertu du système bancaire de l'état. Bien qu'un grand nombre d'analystes prévoient la dévaluation du "colon" costaricain en 1979, les perspectives économiques à long terme restent bonnes. Le Costa Rica jouit d'une base solide de ressources agricoles, d'un gouvernement démocratique et d'une population instruite. Les efforts du gouvernement actuel pour disséminer la population à l'extérieur de la Vallée centrale et pour diversifier la production agricole devraient porter fruit.

À court terme, les priorités du Costa Rica en matière d'expansion exigeront beaucoup de financement étranger qui, compte tenu de la cote de crédit élevée du pays, ne devrait pas être trop difficile à obtenir. Ces projets d'expansion devraient offrir des débouchés extraordinaires pour l'équipement canadien, car les priorités touchent des domaines où le Canada jouit d'une bonne réputation, soit l'hydroélectricité, l'approvisionnement en eau, le matériel de transport, l'exploitation forestière et le matériel de communications.

RÉSUMÉ DES VISITES OFFICIELLES

M. Jose Miguel Alfaro, vice-président de la République, a accueilli toute la délégation et a présenté un aperçu global de la situation économique du pays avant de souligner les secteurs prioritaires d'expansion. Il a mentionné particulièrement la nécessité d'améliorer les systèmes électriques et d'égout dans les régions rurales, de même que de bâtir un vaste réseau routier toutes saisons pour desservir ces communautés. Le gouvernement désire également

accorder la priorité au domaine des pêches et le vice-président a signalé la nécessité d'installer des services de mise en conserve. Les membres de la délégation ont eu l'occasion de décrire brièvement leurs compétences et leurs domaines d'intérêt.

M. Jorge Corrales, vice-ministre de l'Industrie et du Commerce, a brièvement développé certains sujets abordés par le Vice-président, et a décrit certains autres domaines d'expansion. Par exemple, il a mentionné une proposition relative à la construction d'un pipeline qui relierait le Pacifique et l'Atlantique, et transporterait le brut de la rive nord à l'est des États-Unis. Il y a quelque temps, une société privée a effectué une étude préliminaire, mais cette dernière n'a pas été présentée au gouvernement. Le Vice-ministre a laissé savoir qu'il aimerait que des sociétés canadiennes étudient les possibilités à cet égard. Des plans sont à éliminer, ou du moins à modifier, dont certains règlements restrictifs qui, jusqu'à présent, ont empêché l'exploitation minière et le forage de puits de pétrole. Les renseignements concernant ces domaines ne suffisent pas à intéresser les investisseurs étrangers, et pour les attirer, il faudrait dresser une sorte d'inventaire national. Un autre domaine prioritaire est celui de l'expansion des exportations de légumes et de fruits congelés, d'ananas frais, de tomates, de maïs nain et de fraises. Le problème majeur se pose au niveau de l'entreposage de ces produits dans les régions de production où le climat est humide. En conséquence, on demande de l'aide pour la construction d'installations d'entreposage au sec et également pour des études de marché. La production d'huile de soya nécessitera d'abord l'importation de soya, d'ici à ce que la production intérieure soit développée.

M. Rodolfo Mendez Mata, ministre des Travaux publics et des Transports, et des représentants des Chemins de fer nationaux (FECOSA), et des Services portuaires (JAPDEVA), ont décrit les divers projets en cours ou en voie de planification. Des sociétés canadiennes sont actuellement engagées dans la première phase de restauration du "sentier" des bananes entre Limon et Rio Frio. Au cours de cette réunion, on a discuté de l'extension du contrat, évalué à plus de $30 millions. FECOSA veut construire un noveau terrain de triage à Moin, sur la Côte Atlantique et requiert des sections d'entretien supplémentaires pour les locomotives et les wagons, de même que quatre kilomètres de voie ferrée et de ligne de raccordement. Un autre contrat de $5 millions a été signé. Deux ports sont actuellement en construction, soit un sur la Côte de l'Atlantique, financé par l'Allemagne de l'Ouest, et l'autre sur la Côte du Pacifique. Bien que les

Japonais aient accordé un prêt pour ce dernier projet, les fonds sont insuffisants et les sociétés canadiennes peuvent profiter de ce débouché. Les deux ports auront besoin de remorqueurs (2 sur l'Atlantique et 3 sur le Pacifique) et on demande de l'aide pour les devis descriptifs. Il existe également un vaste programme pour la construction de nouvelles routes et l'entretien et l'amélioration de celles qui existent déjà. Le programme de construction de nouvelles routes durera trois ans, et couvre plus de 600 kilomètres qui coûteront plus de $100 millions. On demande l'aide de la Banque mondiale et la BID et d'autres institutions financières. Le programme comprend également la construction d'un certain nombre de viaducs.

M. Olman Cordero, président exécutif du Service des eaux et des égoûts (A y A) a indiqué que son agence est actuellement engagée dans plus de 80 projets, dont le plus important est le Rio Pirris, qui devrait coûter plus de $100 millions. Le projet d'approvisionnement en eau Rio Pirris doublera l'approvisionnement en eau potable de la ville de San Jose d'ici 1982. La partie la plus difficile et la plus coûteuse de ce projet sera la construction d'un pipeline sur une distance d'environ 40 kilomètres. La variation de pression nécessitera vraisemblablement une combinaison de tunnels et de pipelines. Un groupe canadien a réalisé l'étude de faisabilité, mais le projet a été mis de côté, du moins temporairement.

M. Enrique Manuel Odio, président exécutif de l'Institut du tourisme de Costa Rica, et d'autres représentants de l'Institut ont décrit les plans d'expansion touristique du pays, secteur, qui espèrent-ils, deviendra une industrie importante d'ici 10 ans. Dans les cinq prochaines années, une somme de $60 millions sera consacrée à l'aménagement de nouvelles installations, dont l'infrastructure. Cette expansion sera surtout concentrée sur la Côte du Pacifique, dans le nord-ouest du pays, dans une région dont le nom original de Bahia Culebra (Baie des serpents) a récemment été changé pour celui de Bahia Papagayo (Baie des perroquets). Ce projet comprendra la construction de deux hôtels de 200 chambres et 144 villas au total, avec les installations connexes. Le coût total de ce projet est estimé à $35 millions ($20 millions pour l'infrastructure et $15 millions pour la superstructure). Sur la remarque que cela semblait une estimation très modérée, on a expliqué que ce chiffre ne comprenait pas l'achat du terrain, car le gouvernement a l'intention de le louer à long terme. La banque centraméricaine pour l'intégration économique (BCIE) a consenti à financer la construction d'une aérogare (le terrain d'atterrissage étant déjà aménagé), sous réserve de

la poursuite du projet. Ils sont intéressés à la participation d'exploitants étrangers ayant de l'expérience dans ce domaine, qui pourront bénéficier d'un certain nombre de stimulants à l'investissement déjà en vigueur. Plusieurs pays, dont l'Allemagne de l'Ouest, la France, l'Italie, ainsi que le Club Méditerrannée ont déclaré être intéressés à participer à ce projet. Actuellement, le Costa Rica reçoit environ 380 000 touristes par année; ce nombre devra augmenter de 50% pour justifier l'aménagement des nouvelles installations, dont la première phase devrait être terminée d'ici trois ans.

Les représentants du Service de raffinage du pétrole du Costa Rica (RECOPE) ont décrit les deux principaux projets auxquels ils travaillent actuellement. Le premier comprend le prolongement du pipeline allant d'El Alto à La Galita, près de l'aéroport, travaux qu'ils financent eux-mêmes, et le doublement de la capacité de pompage de la raffinerie d'El Limon, qui permettra d'atteindre une production de 24 000 barils par jour. Le deuxième projet comprend l'agrandissement considérable de la raffinerie. Actuellement, la moitié du pétrole consommé par le pays est importée, et l'autre moitié est raffinée au Costa Rica. On demandera de l'aide pour sélectionner une société d'ingénierie qui participera à la conception de la station de pompage, plus particulièrement pour la télémétrie. La délégation canadienne a fait part des techniques du Canada à cet égard et a offert son aide au Service dans le cadre du programme d'expansion. On requiert également de l'aide pour l'élaboration de la législation en matière de pétrole, et plusieurs sociétés canadiennes sont déjà en contact avec RECOPE à cet égard.

Le président exécutif de l'Institut de l'électricité du Costa Rica (ICE) a déclaré que son agence constitue le principal acheteur de matériel électrique et électronique. Leurs plans d'investissements pour améliorer la capacité de production et le transport d'énergie au cours des cinq prochaines années dépasseront largement $1 milliard. Le projet le plus remarquable est celui de Boruca au coût de $950 millions, qui devrait se terminer en 1987. Au début ou au milieu de 1979, des offres devraient être faites pour de l'équipement d'une valeur de $30 millions, à l'intention du projet hydroélectrique de Corobici. Dans le cadre de ces deux importants projets des offres seront faites pour toute une série de pièces d'équipement dont des génératrices, des transformateurs, des interrupteurs, des câbles, de même que pour des services de conception et d'ingénierie.

Le programme en cours de l'ICE en matière d'électrification rurale créera des offres pour 661 milles de lignes de distribution, 15 petites unités génératrices, 10 transformateurs de sous-stations et de distribution.

RÉSUMÉ DES DÉBOUCHÉS COMMERCIAUX

Agriculture et agro-industrie

L'importance accordée à l'industrie agricole dans le Plan national d'expansion laisse entrevoir des débouchés intéressants pour les bovins d'élevage et le sperme d'origine canadienne, bien que la concurrence des fournisseurs américains soit très forte. Les fruits nécessitant un climat tempéré, comme les pommes, constituent des spécialités traditionnellement importées durant la saison des Fêtes, mais les nouveaux règlements relatifs aux importations devraient éliminer ce marché sous peu. Il existe des débouchés pour la poudre de lait écrémé, malgré la concurrence de la Nouvelle-Zélande, et on croit qu'il y aurait un marché possible pour les pommes de terre de semence.

Dans le cadre du Plan d'expansion, le gouvernement fera des offres pour l'installation de 30 nouvelles entreprises pendant les quatre prochaines années. Cela englobe à la fois des entreprises très traditionnelles et d'autres des plus modernes, comme l'installation d'une usine qui produirait des aliments pour les animaux à partir des coques de grains de café.

Pêche

La Banque interaméricaine de développement finance un programme d'importance moyenne, et des offres seront bientôt faites relativement à l'aménagement d'un terminal et d'un débarcadère pour les pêches. Ce projet a été conçu par un expert-conseil canadien et on considère qu'il offre de bons débouchés aux fournisseurs canadiens, malgré son budget restreint ($3 à $4 millions).

Le gouvernement actuel poursuit le programme entamé en 1977, en vue de développer l'industrie de la pêche, dans le but d'augmenter les exportations, de diminuer les importations et de créer de nouveaux emplois. On s'attend à ce que 50 thoniers soient mis en opération cette année et les prises devraient atteindre 20 000 tonnes en 1979, alors qu'elles n'étaient que de 3000 tonnes avant le lancement du programme. Les investissements privés pour la construction

d'une usine de mise en conserve et autres installations devraient jouer un rôle important, et il serait avantageux de créer des coentreprises avec les sociétés étrangères pour permettre la pleine expansion de l'industrie.

Forêts

Il semble que le Costa Rica ait épuisé ses ressources forestières ce qui est inquiétant, surtout pour les propriétaires de scieries. Le gouvernement est intéressé à l'afforestation et au reboisement et il essaie d'obtenir pour ces programmes $(É.U.) 25 millions auprès de la Banque interaméricaine de développement à Washington D.C. (États-Unis). De bons stimulants fiscaux sont offerts pour le reboisement et, les plantations et l'on a bon espoir que l'industrie forestière sera en bien meilleur état d'ici les cinq prochaines années. Au cours de cette reprise, ou après, le pays aura besoin d'usines de taille moyenne.

Transports

Chemins de fer: Les services de consultation du Canadien Pacifique (SCCP) sont actuellement engagés dans un important programme de rénovation des chemins de fer et le cadre de ce contrat a été élargi pour englober d'autres domaines. Il faudra également mener d'autres études en 1979. L'étude de faisabilité relative à l'électrification de la ligne principale est menée par une société ouest-allemande. Il existe des débouchés intéressants pour la vente de matériel et de services ferroviaires. Le ministère des Travaux publics et des Transports étudie actuellement six importants projets de rénovation.

a) Le raccordement et l'ingération des lignes de l'Atlantique et du Pacifique et une nouvelle gare de marchandises près de Alajeula.

b) La remise en état du sentier des bananes au sud de Limon.

c) Le prolongement de la voie ferrée depuis Puntarenas jusqu'à l'usine de ciment du Pacifique, dans la Province de Guanacaste.

d) L'installation de matériel moderne de signalisation sur les lignes existantes.

e) Le nouveau chemin de fer Trans-Isthmien de Limon à la Côte du Pacifique près de la frontière du Nicaragua.

f) L'électrification au coût de $21 millions d'une partie de la ligne Atlantique.

Secteur maritime: Il y a des projets d'aménagement de ports sur les côtes Atlantique et Pacifique, mais si l'Allemagne de l'ouest et le Japon en assurent le financement, cela signifie qu'ils fourniront la plus grande partie de l'équipement. Un groupe d'investisseurs du Costa Rica est intéressé à l'achat de quatre thoniers de 600 à 1000 tonnes entièrement équipés et il se pourrait également que soit compris un programme de formation pour le maniement de ces bateaux. Le Service des Ports de l'Atlantique s'est montré intéressé à l'achat ou à la location de cinq remorqueurs.

Autoroutes: Un vaste programme de construction et de réparation des routes est financé par la Banque mondiale, la BID et le gouvernement du Costa Rica. Il faudrait des experts-conseils étrangers pour aider à la supervision des travaux de construction, et des offres peuvent encore être faites pour environ 600 kilomètres de routes. Un entrepreneur canadien vient tout juste de se voir accorder un contrat de $5 millions pour la construction de routes.

Aviation: Le gouvernement a institué un plan directeur, dirigé par le ministère de l'Intérieur, pour l'établissement d'un nouveau transporteur régional ou intérieur, avec LACSA, compagnie aérienne nationale, qui possède 50% des actions et le reste devrait être vendu à des actionnaires. Cette entreprise évalue actuellement les aéronefs qui conviendraient à ce service. Le Canada en constitue l'un des aspirants. Il existe certains débouchés en matière de services d'experts-conseils en aviation, en raison de l'établissement d'un nouveau réseau intérieur et de l'intérêt de LACSA relativement à l'admission d'un nouveau transporteur américain, Eastern Airlines, dans son marché international.

Télécommunications

En plus des deux importants projets hydroélectriques mentionnés précédemment et du programme d'électrification rurale, l'ICE entreprend également un vaste programme d'investissement de $(É.U.) 122 millions dans le secteur des télécommunications. Étant donné que l'ICE est un organisme compétent et très respecté et que ses décisions d'achat sont étroitement surveillées par les gouvernements central et sud-américain, le Costa Rica est considéré comme un marché clé dans ce domaine. Il existe des débouchés pour du matériel de standard, de même que pour l'installation

d'environ 8800 lignes dans 56 régions rurales. On évalue à environ $15 millions les câbles, interrupteurs, appareils de téléphone et autre matériel nécessaires. L'ICE a de plus l'intention d'acheter des téléscripteurs et du matériel pour un relais- satellite terrestre. Il existe enfin un bon marché privé pour le matériel de radio-téléphone mobile.

Dans d'autres domaines, la rénovation du chemin de fer offrira éventuellement des débouchés pour des appareils de signalisation. Un marché intéressant existe également pour les instruments et l'équipement de contrôle et pour une vaste gamme d'équipement électronique de bureau, dont des machines à écrire électriques, des perforatrices et du matériel pour ordinateur satellite.

Services de consultation

L'Agence nationale de planification (OFIPLAN) est un organisme qui assure le contrôle des études à effectuer. Vers la fin de l'année, OFIPLAN espère avoir approuvé un prêt de $25 millions de la BID pour le développement du secteur forestier. Il existe également depuis quatre ans, un fonds de pré-investissement, en partie financé par la BID et administré par l'Agence. Des études de faisabilité ont déjà été effectuées relativement à l'aménagement de trois ports et de deux aéroports, et il y aurait des possibilités pour la conception d'un nouvel aéroport international, d'une voie de raccordement et de l'infrastructure connexe. Le projet hydroélectrique de Boruca constituera l'essentiel des travaux d'expansion dans le domaine de l'électricité au cours des six prochaines années. Cependant, en relation avec ces travaux, les ingénieurs-conseils auront d'importantes études à effectuer pour déterminer l'emplacement de ces routes, dont les routes reliées au projet Boruca et une section de l'Autoroute Pan American qui devra être reconstruite dans la région du réservoir. Il faut églament construire une autoroute de 120 kilomètres au nord de la région du nouveau port. La première phase d'un important projet d'irrigation est déjà entamée, mais les trois autres seront réalisées au cours des 15 prochaines années et il y aura alors des possibilités pour les experts-conseils. Ce projet est conçu dans le but d'utiliser l'eau du barrage hydroélectrique. Un projet de traitement et d'élimination des eaux usées pour les régions métropolitaines entre dans la deuxième phase de sa réalisation; il comprend l'amélioration du système d'élimination et des conduites secondaires. La troisième phase touchera la conduite principale sur le site de traitement et la quatrième, l'usine de traitement elle-même. Un appel de soumissions pour l'étude de faisabilité et pour la réalisation des troisième et quatrième phases sera émis

ultérieurement cette année. De plus, il faudrait construire des installations pour le traitement et l'élimination des eaux usées dans certaines des plus petites villes. Bien que le Projet d'approvisionnement en eau du Rio Pirris ait été abandonné, du moins temporairement, un autre projet a été proposé, soit le "Système d'approvisionnement en eau du Rio Macho". Une société d'ingénieurs canadiens a obtenu le contrat pour la conception et la supervision du projet.

COSTA RICA

RENSEIGNEMENTS DE BASE

Superficie: 50 900 km^2; 19 882 milles carrés

Population: 2 090 000 (1977); 36,5% dans les villes; taux de croissance annuel de la population: 2,9%

Villes principales:
San Jose (capitale) 520 000 (1975); Puerto Limon 32 000 (1975); Puntarenas 27 000 (1975)

Chef d'État: Président Rodrigo Carazo Odio (au pouvoir depuis le 8 mai 1978)

Taux de change: 1 colon = $(É.U.) 0,12 (août 1978)

Produit intérieur brut (PIB):
$(É.U.) 2 191,2 millions (1977)

Produit intérieur brut (PIB) par habitant:
$(É.U.) 1048

Affiliations politiques et économiques internationales:
Le Costa Rica est membre des organismes suivants: MCCA, BCIE, BID, Banque mondiale, FMI, ADELA, SELA, OEA, ONU et d'un grand nombre d'organismes spécialisés de l'ONU.

Réserves internationales:
$(É.U.) 297,4 millions (avril 1978)

Dette publique à l'étranger:
$(É.U.) 1,228 millions (décembre 1977)

	1974	1975	1976	1977	1978
Importations totales: (millions de $ des É.U.)	665,9	694	773	1005,2	1184,5
Exportations totales: (millions de $ des É.U.)	407,5	493	589	789	826,3

Composition des importations totales:
(1978) matières premières (39,7%);
biens d'investissement (27,3%);
biens de consommation (25,9%)

Composition des exportations totales:

(1978) produits agricoles (58,6%);
biens de fabrication (39,4%);
autres (2%)

Principaux produits de l'économie:

Café: ce produit demeure le plus important et celui qui rapporte le plus de devises étrangères. Grâce à la hausse rapide et soudaine des prix internationaux, les exportations de café ont rapporté $300 millions en 1977.

Bananes: elles constituent également un important produit d'exportation, environ 95% de la récolte étant vendue à l'étranger. Au cours des dernières années, l'augmentation des prix a nettement contribué à hausser les apports de devises étrangères.

Relations entre le Canada et le Costa Rica:

Le commerce entre le Canada et le Costa Rica est régi par un accord commercial conclu le 17 novembre 1950. Cet accord stipule l'échange réciproque du traitement de la nation la plus favorisée.

(millions de $Can)	1973	1974	1975	1976	1978
Exportations canadiennes au Costa Rica	6,8	14,5	11,4	16,9	20,9
Importations canadiennes du Costa Rica	12,8	9,7	18,5	24,2	29,3

Principales exportations canadiennes:

papier journal, carton, autres genres de papier, bois, pâte, amiante, zinc et engrais

Principales importations canadiennes:

bananes, café

Représentation au Canada:

Consulat général du Costa Rica
500 ouest, avenue Laurier
Appartement 406
Ottawa (Ontario)
K1R 5E1

GUATEMALA

SITUATION ÉCONOMIQUE ET PLAN DE DÉVELOPPEMENT POUR 1979-82

En 1978, c'est la croissance du secteur de l'industrie privée qui a le plus contribué à maintenir la lancée de l'expansion économique amorcée en 1976 grâce aux recettes d'exportation élevées provenant de la vente du café et du sucre et à l'afflux de fonds étrangers, sous forme de subventions et de prêts dans le cadre des programmes de reconstruction à la suite du tremblement de terre. En 1978, la baisse de 1,5% au niveau du taux de croissance (qui s'est établi à 5,5%) fut une conséquence directe de la chute des prix du café et du sucre à la fin de 1977, et de la réduction des travaux dans le secteur public à cause du changement trop fréquent de président et de la majorité des hauts fonctionnaires. De ce fait, en l'absence de plan à long terme pour orienter les travaux publics, la plupart des importants projets d'infrastructure ont été remis à plus tard.

Commerce

Bien que les exportations aient augmenté de 50% en 1977, permettant d'atteindre un surplus de la balance commerciale de $(É.U.) 48 millions, la chute des gains à l'exportation des marchandises en 1978 a entraîné un déficit de la balance commerciale de plus de $100 millions en 1978. Le déficit de la balance commerciale canadienne avec le Guatemala a enregistré une légère baisse en 1978; il n'était que de $2 millions, comparativement à $7 millions en 1977.

Finances

Les réserves internationales du Guatemala ont atteint un niveau record de $(É.U.) 805 millions en 1978, et le coefficient du service de la dette n'était que de 3,1%, ce qui a mis le gouvernement dans une meilleure position pour financer un plus grand nombre de projets en faisant appel au secteur privé étranger et aux institutions financières publiques plutôt qu'à la BID et à la Banque mondiale. L'un des principaux éléments du rôle-clé du secteur privé dans la croissance économique en 1978 a été l'expansion des activités des banques privées, sous forme à la fois de création de nouvelles banques et d'une augmentation considérable des prêts et des dépôts.

Plan d'expansion pour 1979-82

Le gouvernement a formulé sa priorité en matière économique: devant le déclin considérable prévu des recettes d'exportation des produits agricoles durant la période de réalisation du plan, l'État doit intensifier son intervention économique en travaillant plus étroitement avec le secteur privé afin de stimuler des investissements diversifiés qui favoriseront une meilleure productivité agricole et industrielle. Ce rôle dynamique est considéré nécessaire pour suppléer à la capacité dorénavant limitée du secteur agricole de stimuler la croissance économique par la production traditionnelle du café, du sucre, du coton et des bananes pour l'exportation. Par conséquent, l'État devrait vraisemblablement concentrer ses investissements dans l'expansion des installations et services d'infrastructure suivants, sur lesquels reposera la croissance du secteur privé: production et transport d'électricité (Chixoy 300 MW, Chulac 420 MW), transports (aéroport, $120 millions, ports, $50 millions, rénovation de voies ferrées), télécommunications ($É.U.) 20 millions) et entreposage des céréales.

Agriculture

La production agricole continue d'être le point fort de l'économie; elle représentait 28% du PNB en 1977. Cependant, en 1978, les recettes d'exportation n'ont augmenté que pour les produits se classant en 5e et 6e positions parmi les importantes sources de devises étrangères, soit les bananes et la viande, tandis que les recettes des produits se plaçant en 1ère, 2e et 3e positions, soit le café, le coton et le sucre, qui représentent environ 80% du total des recettes d'exportation, ont diminué; le rendement de l'agriculture n'a donc augmenté que de 4% au plus au cours des dernières années. Aucune croissance à court terme n'est prévue dans ces secteurs. En conséquence, le plan de 1979-80 aura pour objectif (a) le relèvement de la productivité agricole globale grâce à une plus grande utilisation de la mécanisation et des nouvelles techniques, à de meilleurs moyens d'organisation et de gestion rurales dans le secteur des coopératives et l'industrie privée des bovins; (b) la diversification et l'industrialisation de la production des aliments pour l'exportation et (c) l'augmentation de la production des céréales de base pour la substitution des importations.

Industrie

Bien que le secteur de la fabrication n'ait représenté que 19% du PNB en 1977, le taux élevé de croissance industrielle, qui a atteint 22% en 1977, a été soutenu par (a) l'augmentation continue des ventes du Guatemala au Marché commun centraméricain (MMCA), son principal client pour ce qui est des exportations, et (b) l'augmentation de la demande des biens de consommation qui s'est manifestée après 1976 par une hausse considérable des ventes dans tous les secteurs. La croissance industrielle s'est concentrée dans les secteurs des aliments, des boissons et des produits chimiques, qui représentent 57% de l'ensemble de la production de biens de fabrication. La production de textiles, de vêtements, de composantes électriques et de minerais non métalliques connaît également une augmentation de sa part du PNB industriel (24%).

Dans le cadre du Plan de 1979-82, qui lui confère un rôle élargi dans la promotion du développement industriel, le gouvernement se concentrera surtout sur une stratégie visant à ventiler quelque $(É.U.) 70 à 100 millions dans de nouvelles industries par l'entremise d'un programme de stimulants fiscaux et la mise au point de meilleurs services d'infrastructure pour encourager l'investissement privé. En s'appuyant sur les entrepreneurs privés pour exploiter les nouvelles possibilités d'investissements, le gouvernement devrait limiter sa participation à l'expansion industrielle à deux programmes à long terme seulement. Premièrement, le mandat de la société gouvernementale d'expansion industrielle, CORFINA, a été renouvelé afin de promouvoir l'expansion, par l'entremise d'entreprises privées, de nouvelles agro-industries et du tourisme, d'entreprendre les études de faisabilité nécessaires, de repérer les éventuels fournisseurs étrangers de techniques, de technologie et de fonds, et de fournir aux entrepreneurs du Guatémala, des prêts et(ou) des garanties pour le financement étranger selon les conditions favorables. Deuxièmement, l'Institut gouvernemental de promotion de la commercialisation, GUATEXPRO, lancera de nouveaux stimulants fiscaux à l'investissement étranger pour la production de matières premières et de demi-produits destinés à l'exportation.

Minerais

Les réserves de pétrole et de nickel du Guatemala constituant la seule industrie de ressources minières d'échelle commerciale en Amérique centrale sont considérées depuis longtemps par le gouvernement comme pouvant suppléer aux exportations de produits agricoles en tant qu'important

stimulant de la croissance économique. Bien qu'en 1978, la production de nickel et de pétrole n'ait atteint que 20% de la production prévue, le gouvernement compte sur la reprise prévue pour 1980-81 du marché international du nickel et sur quatre nouvelles concessions d'importants gisements pétroliers pouvant être exploités d'ici 1981 pour fournir des revenus publics et privés considérables. Les gains à l'exportation provenant du pétrole devraient augmenter lorsque le développement du secteur hydroélectrique diminuera les importations considérables de pétrole du Guatemala. L'expansion à long terme d'autres ressources minières sera également réalisée, car dans le cadre du plan de 1979-82, le gouvernement a l'intention de dresser l'inventaire complet de toutes les ressources minières.

Tourisme

En 1978, le tourisme est arrivé au quatrième rang des principales sources de devises étrangères. La nouvelle campagne gouvernementale amorcée en 1978 pour développer l'industrie touristique devrait s'accélérer dans le cadre du plan de 1979-82, grâce aux initiatives du gouvernement visant (a) à améliorer les services offerts par les sociétés aériennes américaines; (b) à restaurer les principaux sites archéologiques et à améliorer les aéroports et les routes connexes et (c) à encourager l'investissement privé dans les hôtels et les restaurants afin de pouvoir accueillir plus de touristes effectuant des voyages organisés à destination de Tikal et d'autres sites touristiques moins connus.

RÉSUMÉ DES VISITES OFFICIELLES

M. Francisco Villagran Kramer, vice-président du Guatemala, a entretenu brièvement les membres de la délégation officielle de la situation actuelle en Amérique Centrale et de l'expansion socio-économique du Guatemala pour les prochaines années. Ayant provoqué la fermeture de la frontière du Costa Rica, la situation politique au Nicaragua a eu un effet très néfaste sur le commerce au sein des cinq pays du Marché commun centraméricain (MCCA) et a fait particulièrement tort au Costa Rica, dont les exportations au Guatemala, qui s'élevaient normalement à $50 millions, sont tombées à environ $20 millions, entraînant un taux élevé de chômage. Un système de traversier est en voie de construction, pour le transport des marchandises par chaland entre le Costa Rica et El Salvador.

Des négociations sont actuellement en cours entre divers membres du MCCA, en particulier avec le Costa Rica, relativement aux réductions tarifaires sur un grand nombre d'articles. Afin de prouver que le MCCA n'est plus une entité dirigée par les gouvernements, le secteur privé participe également à ces pourparlers. Le commerce régional a atteint $1 milliard. Le commerce entre le Guatemala et El Salvador représente environ les deux tiers de ce chiffre.

Les projets de développement de la partie nord du pays ont fait l'objet d'une discussion; les travaux devraient s'étaler au moins sur 20 ans et comprendraient l'exploitation des forêts, l'aménagement d'autoroutes, la construction de logements et l'aménagement d'une voie ferrée.

Le vice-président a encouragé la création de coentreprises avec le Canada et il a brièvement exposé certains stimulants offerts par le Guatemala. Il a souligné qu'il n'existait aucune restriction en matière de transfert de la monnaie et que les dispositions légales relatives au commerce sont en général très simples. Il a déploré l'état actuel des installations portuaires du pays, mais il s'est déclaré optimiste quant à leur amélioration prochaine. Enfin, il a exprimé l'espoir que les exportations du Guatemala au Canada soient non seulement plus considérables, mais qu'elles soient également plus diversifiées.

Le Colonel Hugo Tulio Bucaro Garcia, ministre des Finances, et les fonctionnaires de son ministère ont exprimé l'espoir que le Canada participe au projet hydroélectrique CHULAC. Le Canada participe déjà à une étude de faisabilité au Guatemala, relativement au projet CHIXOY et il serait logique qu'il participe au projet CHULAC. Le Canada s'est montré vivement intéressé à participer à ce projet, et selon le représentant de la SEE, plus grande sera la participation canadienne au projet, meilleures seront les conditions de financement. Le ministre des Finances a demandé si le Canada pourrait financer les travaux d'électro-mécanique et la SEE a répondu favorablement; cette dernière a depuis envoyé une lettre d'intérêt. Selon INDE, le Service d'électricité, on a demandé à une société allemande de concevoir les tunnels et les routes d'accès qui seront construits par le Corps des ingénieurs de l'armée du Guatemala. D'ici septembre 1979, le mandat couvrant l'ensemble de ces projets devrait être disponible.

La discussion s'est ensuite concentrée sur les installations de manutention en vrac GRANELSA à Santo Tomas et sur leur financement. GRANELSA et la SEE aimeraient que la participation du gouvernement du Guatemala se fasse sur un

plan minoritaire. Le Ministre a déclaré qu'il envisageait la constitution d'une société mixte, mais qui serait dirigée par le secteur privé. Pour ce qui est du transport ferroviaire, il a déclaré ne pas croire en la rénovation et qu'il préférerait la construction d'une nouvelle ligne électrique, en utilisant toutefois le même tracé, mais la nouvelle ligne aurait un écartement plus large. Selon lui, le port du Pacifique sera situé à San José.

La rencontre avec M. Otto Arnoldo Block Kaufmann, ministre des Communications et des Travaux publics, a porté sur le projet de manutention en vrac du sucre GRANELSA et sur le choix du moment de sa mise à exécution. Le Ministre a déclaré qu'il faudrait décider sous peu si le projet allait être réalisé ou non. (Note: La décision a depuis été prise et des négociations sont en cours avec un groupe canadien). Le Ministre est également chargé des programmes de réfection et de construction d'autoroutes. Un programme est actuellement en cours; il vise à améliorer tout le réseau routier du pays afin de stimuler l'exportation des produits agricoles et de permettre à la population d'accéder aux écoles, aux hôpitaux et autres services. Ce programme comprend la planification d'un réseau intégré de routes d'accès et de raccordement aux autoroutes principales, conçu dans le but de hausser le niveau de vie de la population rurale. On a également donné priorité à l'établissement d'un programme de routes nationales conforme au réseau centraméricain. Jusqu'à présent, la conception des nouvelles routes a en général été réalisée par le Département des routes du ministère. Les travaux en sont au point où la conception de certains projets importants devrait être réalisée par des experts-conseils du secteur privé. Dans le domaine de l'énergie hydroélectrique, les principaux projets déjà en cours ou en voie de planification sont CHIXOY (300 MW, évalué à $500 millions) et CHULAC (420 MW, évalué à $900 millions). Les travaux dans le domaine des télécommunications ont été retardés; la délégation canadienne a déclaré être disposée à accueillir un groupe de techniciens de GUATEL au Canada, pour leur faire prendre connaissance du matériel et des services pouvant être obtenus au Canada.

M. Luis Edgar Ponciano Castillo, ministre de l'Agriculture, a déclaré que selon lui, on procèdera tel que prévu à l'installation des services de manutention en vrac du sucre GRANELSA. Il y a eu certains désaccords internes sur la question à savoir si le projet serait réalisé par le secteur privé ou par un organisme gouvernemental, mais le Ministre croit qu'il sera accordé au secteur privé.

L'expansion du nord du pays a été une fois de plus décrite comme l'une des principales priorités du nouveau plan de développement. On prévoit actuellement la construction de quelque 70 petits silos qui seront situés plus près des régions de production. Pour l'instant, il n'existe que six très grands silos qui contiennent environ 10% des récoltes du pays, et ils sont en général situés à des points éloignés des zones de production. Dans le domaine des pêches, le gouvernement travaille actuellement avec un groupe de la Californie à la construction d'une usine de traitement du thon qui sera située sur la côte du Pacifique, et dont le coût sera de $28 millions. Le gouvernement est également intéressé par la possibilité d'exporter du café de ses propres coopératives directement au Canada. On a conseillé que le représentant de l'Association des importateurs canadiens rencontre les agents responsables.

M. Ronaldo Porta Espana, secrétaire général du Conseil national de planification économique (CNPE), a donné un bref aperçu du Plan de développement de 1979-82, qui, à ce moment-là, n'avait pas encore été divulgué au public. Le Plan comprend environ 600 projets évalués à $2 milliards, dont 40% de l'investissement total sera consacré au secteur de l'énergie. (Voir la section dans le Résumé des débouchés commerciaux). Parmi les autres secteurs d'expansion citons l'agriculture, l'industrie, l'éducation et la santé. D'après les agents du CNPE, le projet de manutention en vrac du sucre GRANELSA ne peut être mis à exécution à moins qu'il soit intégré à la réfection de la ligne de chemin de fer desservant Puerto Barrios, emplacement prévu de l'installation en question.

Les agents supérieurs du ministère de l'Économie, de la Société nationale de financement et de GUATEXPRO, agence de promotion des exportations, ont donné un bref aperçu de leurs responsabilités respectives et ont passé en revue leurs domaines d'intérêt commun avec les membres de la mission lors de réunions individuelles.

M. Carlos Borja, représentant de la Banque interaméricaine de développement (BID), a analysé les activités de la Banque au Guatémala et a souligné les domaines dans lesquels la Banque est le plus engagée. En 1978, des prêts d'un montant de $60 millions ont été accordés au Guatemala. Alors qu'on lui demandait si le Guatemala pouvait soutenir un plan de développement de $2 millions, M. Borja a répondu que le Guatemala était en mesure d'absorber jusqu'à $150 millions par année de la BID et de $150 à $200 millions de la Banque mondiale. Selon la BID, le problème réside non pas dans la capacité du pays à payer les frais afférents au service de la

dette, mais plutôt dans la suffisance en ressources humaines pour réaliser des travaux de cette envergure. Compte tenu du conservatisme du pays sur le plan financier, le FMI a récemment adopté le quetzal comme l'une de ses devises étrangères.

La BID concentre ses efforts dans le domaine de l'enseignement primaire. Dans le cadre de son programme, il faudra du matériel pédagogique et un grand nombre d'écoles. Par l'entremise de INTECAP (Organisme pour le perfectionnement des compétences), la Banque a offert un prêt de $7 millions pour l'aménagement d'écoles de formation professionnelle. Un prêt de $5 millions a également été accordé dernièrement pour l'achat du matériel pour hôpitaux. Dans le secteur des pêches, la BID a récemment collaboré avec la FAO à une étude de $800 000, relative à une usine de poisson. Un programme de financement de $2 millions a été mis sur pied par un groupe arabe, pour l'installation de cette usine.

Il y a peu de temps, on a créé un ministère des Mines et des Hydrocarbures. L'une de ses principales tâches consistera à dresser l'inventaire des mines du pays. Les Japonais se sont déclarés intéressés à participer aux travaux dans ce domaine, mais il reste des possibilités de débouchés pour les sociétés canadiennes.

RÉSUMÉ DES DÉBOUCHÉS COMMERCIAUX

Agriculture et agro-industrie

Les projets de développement du nord du pays auront pour effet d'ouvrir des débouchés pour la vente de bovins, de vaches laitières et de boucherie, et de sperme pour la reproduction. La participation de l'ACDI pourrait contribuer largement à améliorer les compétences et les services dans le secteur vétérinaire, celui de l'élevage et de l'ensilage, et aussi à fortifier les coopératives agricoles. Des débouchés intéressants existent également dans le secteur de la manutention et de l'entreposage des céréales. Les ventes canadiennes de lait écrémé en poudre devraient continuer à augmenter.

Des sociétés canadiennes sont activement engagées dans un contrat pour l'aménagement d'une usine de pasteurisation du lait. Malgré la forte concurrence des États-Unis, les Guatémaltèques semblent intéressés à collaborer avec le Canada. Cette usine ouvrirait des débouchés pour les animaux, les machines et la technologie d'origine canadienne.

Pêches

Depuis un certain temps, la FAO est engagée dans un projet d'aide technique aux petits pêcheurs et il semble que cette activité se poursuivra. Il y aurait très peu de débouchés à court terme pour les fournisseurs canadiens d'équipement et de services. On ne peut réellement prévoir aucun développement majeur jusqu'à ce qu'une décision ait été prise relativement au port du Pacifique.

Forêts

Il y a un grand nombre de forêts tropicales, particulièrement dans le nord-est, et certaines forêts de pins qui n'ont pas encore été exploitées. De nouveaux règlements gouvernementaux en matière de coupe des pins semblent avoir réduit l'exploitation. Un programme à grande échelle est actuellement en cours pour l'abattage immédiat de grandes sections de forêts de pins attaquées par les scolytes. Il est difficile d'évaluer la solidité du secteur des forêts dans le futur immédiat. La plus grande partie des régions montagneuses ont été déboisées pour des fins agricoles, et l'on s'inquiète des dommages que cela a pu causer sur le plan de l'écoulement des eaux et de l'écologie en général. Ce problème provient du mode de vie même de la population indigène et il sera difficile à résoudre. De l'avis général, les terrains plats de basse altitude conviennent beaucoup mieux à l'agriculture et ils sont beaucoup moins affectés par le déboisement; mais les indigènes ne veulent pas y vivre.

Mines

Les Japonais ont réalisé de multiples travaux d'exploration, et ils ont déjà présenté leurs rapports. Ils termineront, également cette année, un rapport sur l'est du Guatemala, qui traitera de façon exhaustive de l'exploration géologique et géophysique. Il semble que le minerai principal soit le nickel, et l'INCO a déjà construit une usine assez moderne. Il y a également du cuivre, du fer et de l'antimoine, mais on n'a pas encore déterminé s'ils sont de qualité ou de concentration exploitables. Le colonel Francisco Cosenza, directeur des Mines et Hydrocarbures, a déclaré que le Guatemala accueillerait volontiers la construction d'une fonderie mais que le pays ne possédait pas les fonds nécessaires pour un tel investissement et que si une fonderie était aménagée, il serait préférable qu'elle soit petite. Il a ajouté que tous les travaux dans le secteur des mines doivent être effectués sur une échelle qui permette l'emploi des indigènes et de leurs méthodes dans un certain nombre de petites activités de coopération. Il pense

que le pays aurait besoin de plus de géologues et que le gouvernement accueillerait favorablement des demandes d'exploration.

Télécommunications

Les planificateurs du gouvernement ont accordé la priorité à l'expansion du secteur des télécommunications, et plus de $35 millions y seront investis au cours des quatre prochaines années. Bien que les Américains, les Allemands et les Japonais aient dominé ce marché dans le passé, les sociétés canadiennes ont commencé à s'y faire une place et en 1978, les ventes d'équipement commercial de télécommunications se sont élevées à $1 million.

En plus de sa demande courante d'équipement, GUATEL, l'agence d'état pour les communications, fera bientôt des appels d'offre pour des câbles de télécommunications, d'une valeur de plusieurs millions de dollars. Vers la fin de 1979, on a entrepris un important programme pour l'installation de 120 000 nouvelles lignes téléphoniques. Des offres seront faites pour de l'équipement modulaire avec défilement automatique.

Industries des ressources naturelles

Les fournisseurs canadiens de produits dérivés des ressources naturelles ont remporté beaucoup de succès sur le marché du Guatemala, les ventes ayant atteint près de $13 millions en 1978. Voici les groupes de produits qui offrent les débouchés les plus prometteurs:

Produits des pâtes et papiers:

Surtout le papier journal mais il existe également des débouchés pour le papier kraft et le papier à écrire.

Sidérurgie:

D'importants investissements du secteur public sont prévus dans les services urbains d'égoûts et d'aqueducs, qui créeront d'excellents débouchés pour les producteurs de tuyaux, de soupapes et autres produits manufacturés connexes. Un réseau d'aqueducs de $200 millions pour la ville de Guatemala est en voie de planification.

Métaux non ferreux:

Aluminium, nickel, zinc et divers alliages de ces métaux.

Minéraux industriels:

Les ventes d'amiante non transformé se sont chiffrées à $1,1 million en 1978, et les perspectives d'avenir sont à la hausse.

Machines

Le secteur des machines compte pour environ 15% de l'ensemble des importations du Guatemala; 75% des importations de machines sont destinées à des fins industrielles, tandis que le reste, soit 25%, sert à des fins agricoles. Grâce à sa base industrielle diversifiée et en croissance rapide, le Guatemala offrira d'excellentes perspectives d'exportation aux fournisseurs canadiens de machines. On estime que les nombreux projets d'expansion industrielle actuellement en cours feront naître au total des exportations de machines de plus de $(É.U.) 200 millions. Les meilleures perspectives sont ouvertes dans les catégories suivantes: machines pour le forage, l'excavation et autres genres d'extraction minière; machines pour la métallurgie, pour la manutention des matériaux et équipement électro-mécanique relié à la production d'électricité.

Transport

Les agents supérieurs du Conseil national de planification économique (CNPE) ont décrit les genres de projets prévus dans le Plan de quatre ans (1979-82), les dépenses à ce titre devant se chiffrer à quelque $500 millions par année. Dans le cadre de ce plan, le transport sera la seconde priorité, suivant l'énergie au premier plan.

1. Une étude relative aux Transports centraméricains, réalisée en 1975, constitue le guide des travaux de construction d'autoroutes. En 1978, sous les auspices de l'Organisation des États américains (OEA), une étude diagnostique a également été réalisée. Les travaux comprennent la reconstruction, actuellement en cours, des routes endommagées par le tremblement de terre, et la construction d'autres routes et autoroutes rurales. La plupart des études de faisabilité et la conception des travaux ordinaires seront réalisées par le ministère des Autoroutes, et les importants projets ou les projets sortant de l'ordinaire seront probablement accordés à

des experts-conseils d'autres pays. On prévoit qu'un plan directeur d'expansion des transports sera élaboré au cours des quatre prochaines années, et le mandat est actuellement préparé par les représentants de l'ACDI au Guatemala.

2. Chemin de fer: Le gouvernement aura besoin d'aide dans le cadre d'une étude de la situation du secteur ferroviaire et il aura également besoin d'investissements pour réaliser les améliorations requises. Il est toutefois impossible de traiter à fond de la question des chemins de fer tant que les emplacements des futurs ports et aéroports n'auront pas été fixés. Il existe des débouchés intéressants pour des services d'expert-conseil sur les aspects techniques relatifs à l'amélioration et la rénovation des chemins de fer, ainsi que sur les opérations et la gestion. Les fonctionnaires concernés ont manifesté de l'intérêt pour les services et l'équipement ferroviaires canadiens.

3. Aéroports: Une étude de faisabilité a été réalisée afin de déterminer les emplacements possibles de relocalisation de l'aéroport à un point plus éloigné de la ville. Le gouvernement pense que le rapport ne contenait pas suffisamment de données météorologiques et en conséquence, il prévoit effectuer d'autres études à cet égard. Trois emplacements possibles avaient été déterminés lors de l'étude initiale. Si l'aéroport est déménagé, il devra être relocalisé à bonne distance de la ville et il faudra étudier les aspects pratiques de ce projet. Si l'aéroport est déménagé, il faudra construire une nouvelle autoroute d'environ 60 kilomètres.

4. Ports maritimes: Le mandat relatif à une étude océanographique est actuellement en préparation. On prévoit que ce projet durera environ un an. Par la suite, une étude de faisabilité relative à la construction d'un port sera entreprise. Les sociétés intéressées à réaliser ce genre de travaux doivent formuler leur demande immédiatement. On prévoit que la sélection des experts-conseils pour la construction sera effectuée à partir d'une liste à diffusion restreinte, et qu'aucune annonce publique ne sera faite.

5. Aviation: Il y a deux ans, AVIATECA, compagnie aérienne du Guatemala, a acheté plusieurs F27 usagés. D'ici 1980, des aéronefs comme le Dash-7 auront une bonne chance d'entrer sur le marché. Cependant, si le gouvernement du Guatemala décidait de construire un hôtel pour les touristes à Tikal et qu'il aménageait des régions

touristiques sur les côtes du Pacifique et de l'Atlantique, la situation pourrait changer considérablement car AVIATECA ne pourrait alors plus assurer le transport de tous les passagers attirés par ces destinations.

Il y a des possibilités pour les experts-conseils de travailler avec AVIATECA, sur leurs projets d'itinéraires au sein du pays et à l'étranger. Cette société a besoin d'aide pour réorganiser ses opérations et sa direction.

GUATEMALA

RENSEIGNEMENTS DE BASE

Superficie: 108 889 km^2; 42 534 milles carrés

Population: 6 780 000 (1977); 34% dans les villes; taux de croissance annuel de la population: 2,8%

Villes principales:
Guatemala (capitale) 1 000 000 (1976); Quetzaltenango 100 000 (1976); Esquintla 90 000 (1976)

Chef d'État: Président Romeo Lucas Garcia
(au pouvoir depuis le 1er juillet 1978)

Cours du change: 1 quetzal = $(É.U.) 1 (au pair)

Produit intérieur brut (PIB):
$(É.U.) 5450 millions (1977)

Produit intérieur brut (PIB) par habitant:
$(É.U.) 729 (1977)

Affiliations politiques et économiques internationales:
Le Guatemala est membre des organismes suivants: MCCA, CABEI, BID, Banque mondiale, ADELA, SELA, OEA, ONU et la plupart des organismes spécialisés de l'ONU. Il est membre du GATT.

Réserves internationales:
$(É.U.) 800 millions (juin 1978)

Dette publique à l'étranger:
$(É.U.) 536 millions (fin de 1976)

	1974	1975	1976	1977
Importations totales: (millions de $ des É.U.)	700,5	732,7	981,6	1258
Exportations totales: (millions de $ des É.U.)	582,2	640,9	782,4	1161

Composition des importations totales:
(1977) produits intermédiaires (40,8%); biens d'investissement (25,4%); biens de consommation (20,8%); pétrole (11,6%); autres (1,4%)

Composition des exportations totales:

(1977) produits agricoles et de la pêche (64,5%); biens manufacturés (34,7%); minéraux (10,8%)

Principaux produits de l'économie:

Le café demeure le principal produit de l'économie du Guatemala, avec le sucre et le coton; tous trois représentent la plus grande source de recettes d'exportation. Les prix élevés du café et du coton, à l'échelle internationale, ont permis au pays de se constituer des réserves internationales.

Relations commerciales entre le Canada et le Guatemala:

Le commerce entre le Guatemala et le Canada est régi par l'Accord commercial signé à Guatemala, la capitale, le 28 septembre 1937. Cet accord stipule l'échange réciproque du traitement de la Nation la plus favorisée.

(millions de $Can)	1973	1974	1975	1976	1977	1978
Exportations canadiennes au Guatemala	6,9	9,3	11	21,7	16,2	22,3
Importations canadiennes du Guatemala	6,9	10,3	19,5	17,1	23,3	24,1

Principales exportations canadiennes:

papier journal, autres genres de papier, amiante, tôle d'acier, zinc et lait écrémé en poudre

Principales importations au Canada:

café, bananes et bananes des Antilles, tissus larges et coton

Représentation au Canada:

Ambassade du Guatemala
Driveway Place
Pièce 105
350, Driveway
Ottawa (Ontario)
K1S 3N1

EL SALVADOR

SITUATION ÉCONOMIQUE ET PLAN DE DÉVELOPPEMENT

Malgré la hausse spectaculaire du revenu provenant des exportations de café, secteur qui a dominé les activités économiques du pays en 1977, le taux de croissance économique a baissé de 0,5% pour tomber à 5% en raison de quatre facteurs dont l'impact global a ralenti les investissements généraux et l'expansion économique; premièrement, les débats publics continus entre les puissants intérêts agricoles privés, le gouvernement et les organisations syndicales concernant le rôle du gouvernement dans l'agriculture, particulièrement l'intervention gouvernementale dans la mise en oeuvre d'une réforme agraire; deuxièmement, l'interruption et la stagnation dans les activités du secteur public dues aux changements de l'administration présidentielle et des principaux gestionnaires gouvernementaux; troisièmement, la baisse continue de la production agricole causée par le dégonflement des marchés du sucre et la sécheresse de 1977; quatrièmement, la série de kidnappages et d'assassinats d'hommes d'affaires par les guerilleros qui, en plus des facteurs mentionnés précédemment, a fait ralentir la confiance du secteur privé; la croissance industrielle a donc été limitée à 6,2% en 1977.

En 1978, la mise en oeuvre par le gouvernement, au mois de septembre, d'un plan de développement pour 1978 à 1982, et l'amélioration des autres situations inquiétantes, ont entraîné une remontée de la croissance économique et un rétablissement de la confiance publique dans les perspectives d'amélioration du niveau de vie. Cependant, en raison de la baisse considérable des revenus provenant des exportations de sucre et de café en 1977, dont les niveaux sont demeurés assez bas pendant toute l'année 1978, ajoutée à l'impact de l'agitation continue quoique plus modérée sur le plan socio-politique, la croissance économique s'est à peine remise, ne remontant qu'à 5,5% en 1978.

Commerce

Tout comme les revenus provenant des exportations de café en 1977 ont permis à El Salvador d'avoir un excédent commercial de $(É.U.) 20 millions et de faire disparaître son déficit de la balance des paiements, la baisse des prix du café et du sucre à la fin de 1977 a entraîné un déficit commercial, à la fin de 1978, de plus de $(E.U.) 100 millions. Le déficit commercial du Canada avec El Salvador

en 1977 s'est renversé en 1978, le Canada connaissant alors un surplus de $4,7 millions sur des exportations de $17,2 millions.

Finances

En 1977, les réserves internationales sont montées à $(É.U.) 233 millions alors que le taux du service de la dette a été maintenu à 4,5% des revenus provenant des exportations. On s'attend à ce que ce taux monte lors de la mise en oeuvre du plan de développement 1978-1982 suite à la déclaration faite par le Conseil monétaire du gouvernement d'El Salvador à la fin de 1977, énonçant qu'en raison du faible niveau de dettes à l'étranger, il avait décidé d'adopter une politique permettant une pénétration plus importante, dans des limites raisonnables et pour les projets essentiels, des marchés financiers internationaux. Il encourage également la participation du secteur privé en vue d'obtenir un nouveau financement étranger pour compléter le programme mis en oeuvre par le gouvernement à la fin de 1978. Ce programme vise à attirer un financement local et étranger des investissements et des prêts en: a) augmentant les taux des comptes d'épargne, des dépôts à terme et des opérations de crédit, de façon à renverser le mouvement de sortie nette de capitaux d'El Salvador; b) faisant baisser de 20% les taux d'impôt sur le revenu pour les sociétés dont le siège social est à l'étranger et qui ont des activités à El Salvador; et c) modifiant les lois régissant la Banque centrale pour qu'elle puisse émettre des valeurs en devises étrangères afin de permettre que les prêts d'institution de crédit étrangères qui représentent un fort pourcentage d'investissement bénéficient d'une garantie sans condition et illimitée de l'État.

Plan de développement 1978-1982

En raison de l'agitation sociale et de la stagnation de la croissance agricole mentionnées plus haut, il n'est pas surprenant que le Plan de 1978-1982 se concentre sur l'investissement du secteur privé dans l'industrie. Le gouvernement concentrera ses efforts sur des projets sociaux, comprenant l'alimentation, les soins médicaux, le logement, l'instruction et la formation professionnelle. Le Plan comprend également des investissements gouvernementaux importants dans l'installation d'éléments d'infrastructure permettant l'accroissement de la productivité agricole et surtout de la productivité industrielle.

Agriculture

Les activités agricoles ont continué à dominer l'économie, représentant 26% du PNB en 1977. Toutefois, puisque les perspectives à court terme d'accroissement des revenus d'exportation du sucre et du café, qui représentent environ 92% de toutes les exportations agricoles, ne sont guère encourageantes, on s'attend à ce que le taux de croissance agricole ne dépasse pas celui de 1977, soit 2,5%; la situation ne pourra changer que lorsque les principaux programmes gouvernementaux auront entraîné une augmentation de la productivité agricole dans les secteurs de l'élevage, des produits laitiers et des grains de base. Ces programmes créés dans le but d'arriver à une augmentation du taux de croissance de 5% d'ici 1982, sont les suivants: 1) un investissement de $(É.U.) 25 millions pour mettre sur pied quatre centres régionaux d'élevage, 2) un programme de $(É.U.) 21 millions visant à faire augmenter la production et améliorer la santé du bétail, comprenant l'achat de mille têtes de bétail en 1979, 3) un programme de $(É.U.) 8 millions visant à commercialiser et industrialiser les produits, et (4) un projet de $(É.U.) 6 millions visant à développer l'industrie de la pêche à l'échelle locale avec de nouveaux ports, de nouveaux bateaux et du nouveau matériel.

Industrie

Les usines fabriquent surtout des textiles, des vêtements, des aliments, des biens de consommation et des composantes électroniques. Bien que les activités manufacturières n'aient augmenté qu'au rythme de 6,2% en 1977, constituant 20% du PNB cette année là, le gouvernement travaille de près avec les industriels du secteur privé afin de mettre en oeuvre le plan de 1978-1982 en vue de faire grimper le taux de croissance industrielle à un niveau moyen de 9,7% pendant la période considérée. L'objectif est d'augmenter les exportations industrielles de 23% et de faire passer le secteur de la fabrication au premier rang du PNB en 1982. Le gouvernement s'en remet aux industriels du secteur privé pour qu'ils s'occupent de la gestion et du financement du développement des débouchés industriels; il limite ainsi son rôle à deux programmes principaux. La Corporation salvadorienne d'expansion industrielle (INSAFI) augmentera ses activités, en entreprenant les études de faisabilité industrielles nécessaires, en identifiant les probables fournisseurs étrangers de matériel d'ingénierie, de technologie et de machines et en encourageant les investissements et les prêts étrangers et locaux, grâce aux programmes d'encouragements fiscaux mis sur pied par le Conseil financier. INSAFI mettra l'accent sur l'expansion des industries de matériaux de

construction. De plus, INSAFI aidera l'Institut du commerce extérieur du gouvernement (ISCE) en encourageant les sources d'investissements industriels à profiter de son programme de remises qui vise à faire augmenter les investissements dans les activités manufacturières dans la zone franche industrielle, pour les exportations. Le programme consacrera un investissement de $(É.U.) 30 millions dans les services d'infrastructure et les installations industrielles dans une nouvelle zone franche industrielle à l'aéroport international de Cuscatlan, qui ouvrira ses portes en novembre 1979.

Logement et hôpitaux

Bien que le secteur du logement ait été la cible de l'investissement gouvernemental le plus important, soit $(É.U.) 448 millions dans le cadre du plan 1978-82, il semble qu'il n'offrira guère de débouchés pour la participation de sociétés étrangères étant donné que les développements prévus portent surtout sur le logement pour les personnes à faible revenu dans le milieu rural. Toutefois, on prévoit une participation étrangère importante dans le programme gouvernemental qui a pour objet d'investir $(É.U.) 75 millions dans la construction de deux hôpitaux importants et de sept cliniques régionales.

Transports

La deuxième priorité d'investissement du gouvernement porte sur la construction d'installations de transport; le budget pour ce secteur est de $(É.U.) 207 millions. Les projets suivants sont englobés dans cet investissement: 1) construction et amélioration des routes, $150 millions; 2) réparation des voies ferrées, des locomotives et nouvel équipement, $12 millions; 3) construction du terminal à conteneurs d'Acajutla, $36 millions et l'équipement de manutention de matériaux, $9 millions.

Communications

Le gouvernement investira environ $(É.U.) 54 millions dans des installations téléphoniques centrales, de l'équipement et des câbles de transmission, des réseaux de téléphone ruraux et un système de télex électronique.

Tourisme

Au cours des dernières années, El Salvador a mené avec succès une campagne dynamique de promotion touristique qui comprenait la création de clubs de villégiature afin

d'exploiter les plages de la région. La planification générale du développement touristique est très centralisée; elle relève de l'Institut de tourisme d'El Salvador (ISAT). En plus d'aider les entrepreneurs locaux à promouvoir le développement des lieux de villégiature, en partageant les risques de conception et de gestion et les revenus avec des promoteurs étrangers, l'Institut s'occupera du contrôle de l'investissement de $63 millions que fera le gouvernement entre 1978 et 1982, dans les centres touristiques publics, les parcs et les routes.

Ressources minières et énergie

Bien que l'exploitation des ressources minières ait depuis toujours été limitée à l'exploitation de petites mines par le secteur privé, la soumission par le gouvernement en 1976 de concessions pétrolières (déclarées abandonnées) a été la première marque de reconnaissance manifeste de ce secteur comme source possible de revenus. Insistant sur l'importance d'utiliser et de préserver également les ressources naturelles du pays, le Plan de développement entreprendra un inventaire de ces ressources naturelles et développera une stratégie nationale pour l'exploitation commerciale de ces ressources.

La réalisation du projet hydraulique de San Lorenzo (200 MW), permettra à El Salvador d'atteindre une autosuffisance de 80% en matière d'énergie et d'utiliser ainsi les économies réalisées au niveau de l'importation de pétrole pour le développement industriel.

RÉSUMÉ DES VISITES OFFICIELLES

Le président d'El Salvador, le Général Carlos Humberto Romero, a accueilli toute la délégation canadienne et a exprimé sa reconnaissance pour l'aide technique offerte par le Canada à son pays dans le cadre du programme de l'ACDI; il a de plus exprimé l'espoir que des liens plus étroits entre le Canada et son pays naissent à la suite de cette mission. Il a abordé le problème de la situation politique actuelle en indiquant que son gouvernement s'efforçait de remédier à certains des problèmes sociaux qui existent au pays, tel que la croissance continue de la population et le besoin d'améliorer les conditions de la santé, du logement, de la main-d'oeuvre et de l'éducation. En ce qui concerne le terrorisme, il a fait remarquer, que c'est un problème auquel plusieurs pays en voie de développement doivent faire face, et que pour leur part ils font

tout leur possible pour le contrôler. Les membres de la délégation canadienne ont déclaré que le but de la mission était de créer des liens économiques et commerciaux plus étroits et ils ont formulé l'espoir que la république d'El Salvador trouverait des solutions à ses problèmes intérieurs.

M. J. Eduardo Reyes, ministre de la Planification et du Développement économique et social, et des représentants de son ministère, ont exposé le plan national d'expansion d'El Salvador pour 1978-82. ("Bienestar para Todos" ou "Bien-être pour tous"). L'objectif de base du plan est d'améliorer le niveau de vie de tous. Les politiques porteront en général sur la production d'aliments, la nutrition, la contraception et le chômage. Le plan compte une liste de plus de 300 projets répartis entre 51 principaux programmes. Sans donner une liste complète de tous ces programmes, voici un aperçu des secteurs prioritaires: développement de la zone du nord, production d'aliments de base, développement du bétail, développement de l'industrie de la pêche, expansion des ressources hydro-électriques et d'autres ressources énergétiques, tourisme, formation professionnelle, développement du système routier, amélioration des services de santé, expansion de nouvelles industries et contraception. De tous ces programmes, celui portant sur la contraception est probablement le plus important. Au rythme actuel, d'ici 1982, le taux de croissance de la population serait de 5,1% par année. Le plan vise une réduction de ce taux à 3% ou moins si possible.

Le coût du plan quinquennal a été évalué à $1,2 milliard pour le secteur public et à $2 milliards pour le secteur privé. Environ $250 millions de financement provenant de l'étranger seront nécessaires pour le secteur public; de ce montant, $140 millions a déjà été obtenu pour le projet hydraulique de San Lorenzo.

Le Ministre a également fait allusion au programme d'aide technique du Canada et a chaleureusement remercié la mission canadienne pour les avantages que cette aide a apportés à son pays. Une discussion a suivi, avec plusieurs membres de la mission, au sujet du programme d'amélioration du bétail et de la récente visite en Alberta de représentants du ministère de l'Agriculture d'El Salvador; ceux-ci ont reçu plusieurs offres d'échange qu'ils étudient actuellement, en vertu desquelles, ils pourraient échanger des produits qu'ils possèdent pour en obtenir d'autres dont ils ont besoin; ils semblent intéressés par ces offres. Lors de cette discussion on a également abordé la question du climat d'investissement au pays; en dépit du malaise social et politique actuel, le climat est jugé favorable du fait que le gouvernement essaie

d'agrandir la zone franche de commerce. La stabilité monétaire, un niveau d'inflation relativement bas et un budget équilibré sont des facteurs importants pour attirer les investisseurs étrangers.

M. Ricardo Mata Caceres, vice-ministre de l'Agriculture, a parlé de sa récente visite en Alberta et d'une étude de $150 000 financée par le Fonds de préparation du projet canadien (BID) et effectuée par CANAGRO, portant sur la commercialisation et l'industrialisation des produits laitiers et du bétail. Les membres de la mission ont donné un aperçu des possibilités et des intérêts du Canada dans le secteur agricole et de la technologie canadienne en matière de machines agricoles.

M. Heriberto Reyes V., directeur général de la Commission administrative des ports autonomes (CEPA), a présenté un bref exposé des responsabilités de la Commission, qui comprennent l'exploitation des ports, des chemins de fer et des aéroports. Il s'agit-là d'une commission indépendante. On a également discuté, avec la mission canadienne, des domaines d'intérêt suivants:

Le projet portuaire d'Acajutla.

M. Reyes a donné un bref aperçu de l'histoire du développement du port et a précisé que ce sont les Allemands qui avaient effectué la phase I; Dillingham Corp., de Vancouver, a exécuté la phase II (dans le cadre d'un projet de l'ACDI); et Howe International and Quebec Engineering a fait la phase III (également dans le cadre d'un projet de l'ACDI). La CEPA planifie actuellement la construction d'installations de manutention de conteneurs sur la deuxième jetée. Les ingénieurs qui travaillent à ce projet font partie de la firme Frederick Harris and Associates de New York. La CEPA s'est adressée à la Banque mondiale et à la BID pour le financement ($50 millions) mais elle pourrait être intéressée à ce qu'une société canadienne fasse le travail (travaux civils et équipement, $36,5 millions) si le financement peut être assuré. La construction prendra environ 20 mois.

Aéroport de Cuscatlan.

Cet aéroport est actuellement construit par les Japonais, clé en mains, et financé par ces derniers et par la BCIE (Banque centrale américaine pour l'intégration économique). Il devrait être terminé sous peu.

Nouvelle ville près de l'aéroport.

Une ville nouvelle complète sera probablement édifiée près de l'aéroport; elle comprendra des installations commerciales, des hôtels et des établissements de service ainsi que des logements. Cette zone est située tout près des plages côtières; ce qui sera une attraction supplémentaire.

Les discussions tenues lors d'une rencontre avec le colonel Juan Martinez Varda, président de l'Administration nationale des Télécommunications (ANTEL), ont porté principalement sur le programme d'expansion quinquennal d'ANTEL et sur les compétences canadiennes dans ce domaine. Le programme coûtera $51,6 millions et le financement sera assuré par la Banque mondiale ($23 millions) et par ANTEL ($28,6 millions). Le représentant de Northern Telecom a donné un aperçu des compétences de sa société et de son expérience et a invité les représentants d'ANTEL à venir au Canada pour visiter les installations de la Northern et pour se rendre compte de ses capacités dans le domaine de la recherche, du développement, de l'exploitation et de la gestion. Il a également offert de mettre sur pied une conférence à San Salvador à l'intention des représentants d'ANTEL. Pour appuyer cette décision, les représentants du gouvernement canadien ont invité les représentants d'ANTEL à se rendre à Ottawa.

Les présidents de la Chambre de commerce et des industries, de l'Association nationale des entreprises privées et de l'Association salvadorienne des industriels ont présenté un bref aperçu des fonctions et des objectifs de leurs associations respectives et ont invité les membres de la mission à poser des questions sur des domaines d'intérêt précis. Une invitation officielle a été présentée au nom des organisateurs de la foire commerciale qui aura lieu à El Salvador en 1980 priant le Canada de participer à cette foire. La délégation canadienne a fait savoir que l'on étudiait actuellement la possiblité pour le Canada de participer à la foire et que l'on prendrait probablement une décision plus tard cette année. Il a également été question de l'organisation d'une visite à El Salvador par un groupe de représentants de l'industrie canadienne du tourisme. Plusieurs membres, y compris l'ACAL, ont offert d'aider à la préparation de cette visite. Enfin, on a expliqué que bien qu'El Salvador soit un exportateur traditionnel de café, de sucre et de coton, on était très intéressé à découvrir de nouveaux marchés pour les graines de sésame, les plantes, les fleurs et les fruits. On a exprimé l'espoir que le Canada pourrait importer certains de ces produits.

RÉSUMÉ DES DÉBOUCHÉS COMMERCIAUX

Agriculture et agro-industrie

La croissance continue du secteur agricole sera un facteur d'une importance capitale pour le pays. Voici les quatre principaux domaines qui seront d'une importance critique pour la croissance continue de ce secteur au cours des 10 prochaines années: la poursuite des travaux de réforme agraire, l'expansion des terrains de culture en utilisant les pâtures, l'amélioration du rendement des récoltes et plus d'attention à la conservation des terres (prévention de l'érosion). Pour réaliser tous ces travaux, il devra y avoir une augmentation importante des dépenses faites par le secteur public dans le secteur agricole. Cette expansion est envisagée dans le cadre du Plan de développement 1978-1982, particulièrement en ce qui concerne la réforme agraire, l'irrigation et le crédit agricole aux petits fermiers. Le programme d'investissement comprend deux projets d'irrigation à grande échelle évalués à $20 millions et $15 millions respectivement. Parmi les autres investissements importants prévus, citons: l'expansion des installations d'entreposage ($10 millions); l'expansion du bétail ($30 millions), incluant l'achat possible de jusqu'à 2000 génisses Holstein-Friesian; et la construction d'un port de pêche en haute mer pour le golfe de Fonseca ($60 millions) pour lequel on a obtenu un financement du gouvernement français. De plus, deux programmes de développement rural intégré sont à l'état d'ébauche.

Pêches

La banque interaméricaine de développement (BID) finance un petit programme de développement pour l'industrie de la pêche locale. La plupart des services de consultation seront assurés par des conseillers techniques particuliers, comme c'est l'usage lorsque le financement est assuré par la Banque. Un petit projet ou une série de projets seront entrepris pour la construction des installations de quai, et deux experts-conseils canadiens ont été abordés pour ce projet. Il s'agit de la construction d'un quai ordinaire, qui ne comportera aucune installation spéciale pour la pêche. Les appels d'offres pour la petite quantité d'équipement de manutention et de transformation du poisson qui fait partie de ce projet n'auront lieu qu'en 1980. La France a entrepris des travaux d'expansion portuaire pour la pêche d'une valeur de $35 millions; ce projet est lié à l'utilisation de biens et services français.

Exploitation forestière

Bien qu'il n'y ait que très peu de forêts à El Salvador, le gouvernement a l'intention de mettre sur pied un programme de reforestation. Le pays est de loin le plus populeux de l'Amérique centrale, mais il y reste encore du terrain convenant à la reforestation.

Approvisionnement en eau et égoûts

D'ici 1982, le Service national de l'eau et des égoûts (ANDA), organisme gouvernemental responsable principalement de l'approvisionnement urbain en eau et des égoûts, projette d'avoir couvert à 100% l'approvisionnement en eau dans les régions urbaines, augmentant pour cela le nombre de raccordements des maisons individuelles de 33% comparativement en 1975 et en multipliant le nombre de fontaines publiques. On prévoit de couvrir à 50% d'ici 1982 le raccordement aux maisons individuelles des services d'égoûts et des services sanitaires des régions urbaines, comparativement à 36% en 1975. Afin d'atteindre ces objectifs, un investissement total de $125 à $150 millions américains sera nécessaire entre 1978 et 1982.

Télécommunications

Les investissements dans les télécommunications devraient représenter quelque $60 millions pendant la période allant de 1978 à 1982. Des débouchés importants se présenteront alors pour les fabricants de systèmes de commutation de central téléphonique. L'Administration nationale des Télécommunications (ANTEL) fera d'ici peu un appel d'offres pour la construction d'un central international de transit, d'un central tandem et de 24 000 lignes de commutation locale au bureau central, ainsi qu'un programme rural d'une valeur globale de sept à huit millions de dollars. La Banque mondiale financera ce projet.

Projets industriels

En plus des grands projets de développement dont on a parlé dans les autres sections de ce rapport, la Corporation salvadorienne d'expansion industrielle (INSAFI) possède une liste complète des futurs projets qui sont maintenant à l'étude ou pour lesquels on effectue actuellement des études de faisabilité. Les trois projets suivants donneront une idée du type d'industries concernées: (1) une usine de transformateur qui pourrait construire 80 unités commerciales par mois, (2) une usine de tuyaux ou de tubes en métal, et (3) un projet de béton "Cellulon". INSAFI a

l'intention, pour réaliser ces projets d'établir des programmes à risques communs entre les investisseurs étrangers et salvadoriens, la participation de l'INSAFI se faisant sous forme d'investissement minoritaire ou, de préférence, d'un prêt à part minoritaire à l'investisseur salvadorien qui serait le détenteur du plus grand nombre d'actions. L'investisseur étranger, offrant du matériel, de la technologie et des services de gestion, garantirait sa participation (actions) par la valeur de l'ensemble de ses services et/ou son capital-actions. Les sociétés canadiennes intéressées sont priées d'écrire à M. Edgardo Chicas Alfaro, Jefe de Proyectos, INSAFI, Calle Ruben Sario 628, San Salvador, El Salvador.

Transports

1. Routes - Le programme d'investissement pour 1978-1982 comprend plusieurs projets de construction de voies de desserte conjointement avec un programme d'expansion à l'échelle nationale. Le projet le plus important est celui de l'autoroute nord et son système de route complémentaire, une partie intégrale du programme du gouvernement visant à développer la capacité de production des sections au nord du pays.

2. Chemins de fer - Le réseau actuel appartient à l'État, mais il est géré par la Commission des ports (ACEPA) en son nom. La CEPA est fortement encouragée à devenir propriétaire des chemins de fer, mais hésite à le faire tant que le gouvernement n'aura pas clairement défini ses intentions à l'égard d'un programme général en matière de transport. Le gouvernement étudie actuellement la viabilité économique de l'exploitation des chemins de fer comparativement à celle des autres modes de transport. Ainsi, pour le programme de 1978-1982, l'investissement total dans le secteur des chemins de fer portera principalement sur la réparation de l'équipement existant et sur l'achat de matériel roulant.

En octobre 1978, l'ACDI a financé un projet d'étude de faisabilité qui pourrait constituer la première étape d'une étude de rentabilité complète et de la remise en état probable, avec un nouvel équipement, des chemins de fer.

3. Aéroports - Les Japonais construisent actuellement un nouvel aéroport situé à Cuscatlan, à environ 56 kilomètres de San Salvador; le coût en est évalué à $(É.U.) 47 millions. L'inauguration de cet aéroport est prévue pour novembre 1979. Aucun autre projet d'aéroport n'est prévu au cours des prochaines années. Toutefois, il y a

des projets de construction d'un parc industriel à proximité du nouvel aéroport; il est également probable que toute une nouvelle ville sera construite près de l'aéroport.

4. Ports de mer - Acajutla est de loin le principal port d'El Salvador, avec un trafic marchandises total (autre que le vrac) dépassant 500 000 tonnes par année. La société Frederick Harris de New York a obtenu le contrat pour la conception d'un terminal - quai pour conteneurs à Acajutla. L'appel d'offres pour la construction de ce terminal et pour la fourniture d'équipement devait avoir lieu à la fin de 1979.

5. Aviation - L'aviation civile à El Salvador est presque inexistante, en raison d'un bon réseau routier et des courtes distances à parcourir. Toutefois, si la région sud-est du pays est mise en valeur pour le tourisme, sur la côte du Pacifique, il pourrait y avoir des débouchés pour les court-courriers, qui offriraient un service entre les hôtels et les plages et le nouvel aéroport international. Il n'y a aucun débouché pour les travaux de conseiller auprès des lignes aériennes qui semblent assez bien organisées. La ligne aérienne internationale TACA est une des lignes aériennes qui fonctionne le mieux en Amérique centrale.

EL SALVADOR

RENSEIGNEMENTS DE BASE

Superficie: 20 935 km^2; 8177 milles carrés

Population: 4 255 000 (1977); 40% urbaine; taux de croissance annuel de la population: 3,1%

Villes principales:
San Salvador (capitale) 373 000 hab. (1975); Santa Anna 175 000 hab. (1975); San Miguel 131 000 hab. (1975)

Chef d'État: Général Carlos Humberto Romero

Cours du change: 1 colon: $(É.U.) 0,40

Produit intérieur brut (PIB):
$(É.U.) 2650 millions (1977)

Produit intérieur brut (PIB) par habitant:
$(É.U.) 603 (1977)

Affiliations politiques et économiques internationales:
El Salvador est membre des organismes suivants: MCCA, OEA, SELA, BID, Banque mondiale, CABEI, l'ONU, et la plupart des organismes spécialisés. Il n'est pas membre du GATT.

Réserves internationales:
$(É.U.) 194 millions (avril 1978)

Dette publique à l'étranger:
$(É.U.) 362 millions (fin de 1976)

	1974	1975	1976	1977	1978 Jan-Sept
Importations totales: (millions de $ des É.U.)	646,9	550	741	941	759,3
Exportations totales: (millions de $ des É.U.)	511,3	531,3	746	1021	473,6

Composition des importations totales:
(1977) matières brutes (48,6%); biens d'investissement (24,9%); biens de consommations (24,0%); autres (2,5%)

Composition des exportations totales:
(1977) produits provenant de l'agriculture et des pêches (71,6%); produits manufacturés (22,3%); autres (6,1%)

Principaux produits de l'économie:
Le café, le coton et le sucre représentent 60% du total des exportations du pays

Relations commerciales entre le Canada et El Salvador:
Le commerce entre El Salvador et le Canada est régi par un accord diplomatique signé en septembre 1937; cet accord stipule l'échange réciproque du traitement de la Nation la plus favorisée.

(millions de $ Can)	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978
Exportations canadiennes vers El Salvador	3,9	5,5	8,4	8,1	9,3	13,5	17,2
Importations canadiennes provenant d'El Salvador	3,8	4,9	7,2	8,1	9,7	14,8	12,5

Principales exportations canadiennes:
amiante, divers types de papier, métaux précieux et alliages, aluminium, et papier journal

Principales importations au Canada:
café

Représentation au Canada:
Ambassade d'El Salvador
The Driveway Place
Pièce 101
350, Driveway
Ottawa (Ontario)
K1S 3N1

HONDURAS

SITUATION ÉCONOMIQUE ET PLAN DE DÉVELOPPEMENT 1979-1983

L'économie du Honduras a connu une poussée de croissance en 1976 et 1977, son P.I.B. réel augmentant en moyenne de 7% par année. Cette poussée fut le résultat d'un fort rehaussement des prix d'exportation et de la reprise générale du pays à la suite de l'ouragan destructeur de 1974, qui avait nui de façon considérable, aux exportations de bananes et d'autres produits agricoles. En 1978, la croissance économique a atteint 9% grâce au maintien du niveau élevé des recettes d'exportation et à une augmentation considérable des investissements des secteurs privé et public dans les projets industriels et dans les projets d'infrastructure.

Commerce

Malgré une croissance de 29% des recettes d'exportation en 1977, il y a eu un déficit au compte courant de $(É.U.) 121 millions provenant principalement de l'augmentation des dépenses au solde des opérations de services. En 1978, le déficit dépassait $200 millions, mais il semble qu'il fut partiellement couvert par des emprunts à faibles taux d'intérêt, sur des périodes de remboursement à long terme, auprès d'institutions internationales. Ces prêts ont été accordés en raison de la situation spéciale du Honduras qui est un pays à faible revenu. Le déficit commercial du Canada avec le Honduras dépassait $17 millions, les exportations représentant $14,5 millions et les importations, principalement de bananes et de café, $31,9 millions.

Plan de développement - 1979-1983

La stratégie d'expansion du nouveau plan n'entraînera pas de changements importants des politiques économiques. Elle met plutôt l'accent sur la réalisation, à partir des programmes déjà en oeuvre et en s'appuyant sur la croissance industrielle et agricole rétablie en 1978, des objectifs prioritaires suivants: (1) la consolidation des réseaux et des services d'infrastructure de base afin d'encourager l'expansion industrielle, grâce à des projets dans le domaine de la génération (El Cajon, 300 Megawatt), et du transport d'énergie électrique, des télécommunications ($(É.U.) 30 millions), des autoroutes et des ports ($(É.U.) 25 millions); (2) l'accélération d'investissements industriels privés afin de contrebalancer l'investissement du

secteur public, de sorte que la production industrielle générale passe de 14% à 25% du P.N.B. d'ici 1982; (3) la spécialisation de la fabrication dans des secteurs où l'abondance des ressources naturelles et d'une main-d'oeuvre peu coûteuse donneront au pays un avantage concurrentiel sur les marchés étrangers et pour la substitution des importations.

Agriculture

Le secteur agricole domine fortement l'économie et représente 30% du PNB et 65% des revenus provenant des exportations. Les efforts du Honduras, de 1976 à 1978, en vue de renforcer ses marchés d'exportation des bananes surtout, et du bois de construction, plutôt que ses marchés affaiblis du sucre et du café, ont été d'une importance capitale dans l'obtention de fonds pour la mise en oeuvre de programmes d'expansion industrielle ambitieux. Ces efforts ont également permis d'appuyer la croissance des secteurs forestier et agricole. L'expansion de la scierie de bois tendres d'Olancho ($(É.U.) 40 millions), et d'une usine de pâte et papier connexe, et le projet de construction d'une scierie de bois durs et d'une usine de bois contreplaqué à Corocito ($(É.U.) 45 millions) représentent d'importants investissements du gouvernement dans le secteur agro-industriel pendant la période allant de 1979 à 1982; le gouvernement participe en outre à des projets d'irrigation et d'entreposage des grains. L'expansion de l'industrie du bétail et d'autres animaux et la mécanisation agricole demeurent la responsabilité du secteur privé.

Industrie

L'industrie manufacturière ne représente que 14% du PNB. La production industrielle a augmenté de 7% en 1977. En 1978, les investissements privés se sont chiffrés à $(É.U.) 300 millions et ont permis la création de 32 nouvelles industries dans les secteurs de la fabrication de textiles, de vêtements, d'articles en cuir, de denrées alimentaires et de boissons. C'est le secteur privé qui, en 1978, était la plus grande force économique de ce pays, et le gouvernement reconnaît maintenant que l'entreprise privée devrait être le principal catalyseur de l'expansion économique. A l'avenir, les investissements du secteur privé seront concentrés sur les industries de fabrication et de biens de consommation parce qu'il s'agit là des investissements les plus avantageux et des industries qui sont encouragées par les politiques gouvernementales en matière de substitution des importations. La corporation d'expansion industrielle du gouvernement hondurien, CONADI, un organisme très professionnel et très ambitieux, concentrera probablement ses efforts sur les industries des

ressources comme le ciment, la mise en valeur des minéraux, et la transformation du sucre, pour les exportations et pour les exigences des projets d'infrastructure.

Minéraux

Bien que les sociétés Texaco et Exxon aient déjà entrepris des travaux d'exploration pétrolière en 1978, l'intérêt et les espoirs du gouvernement sont clairement orientés vers la deuxième priorité d'expansion prévue dans le plan de 1979 à 1982; la mise en valeur des ressources minérales non exploitées.

RÉSUMÉ DES VISITES OFFICIELLES

Les membres de la délégation officielle ont fait une visite de politesse aux membres de la junte militaire, avec lesquels ils se sont brièvement entretenus des objectifs de la mission et de certains domaines d'intérêt précis. Le général Policarpo Paz Garcia a accueilli la délégation et exprimé l'espoir que la visite de la mission amènerait des relations économiques et commerciales plus étroites entre les deux pays.

Le sous-secrétaire du ministère de l'Économie, M. Rogoberto Alvarenga, et le Directeur général du Commerce extérieur, M. Medina Luna, ont rencontré toute la délégation et, après avoir souhaité la bienvenue à la mission, ils ont présenté un aperçu de l'économie du Honduras et des perspectives de coopération plus étroite avec le Canada. Les statistiques préliminaires du commerce pour 1978 indiquent que le Honduras a importé pour $742 millions de biens et exporté pour $664 millions de marchandises, ce qui donne un déficit de $78 millions, auquel s'ajoute un déficit au titre des services. Bien que le gouvernement reconnaisse que le pays doit maintenir un certain niveau d'importations pour assurer la poursuite de son expansion industrielle, il s'efforce par ailleurs de réduire ces déficits en augmentant ses exportations de produits non traditionnels. Le secteur de l'agriculture représente plus de 60% de la production intérieure du pays; l'essentiel du plan national de développement se concentrera donc sur l'accroissement de la participation des secteurs industriels et agro-industriels.

Le nouveau plan de développement pour 1979-1983, constitue la deuxième phase d'un programme de 15 ans qui a démarré en 1974, et il est fondé sur les expériences recueillies lors de la première phase du programme. Il est

le fruit d'échanges directs entre le gouvernement et le ministère de la planification dans le but de mettre sur pied une stratégie sectorielle.

Des représentants de la Corporation d'exploitation des forêts du Honduras (COHDEFOR) ont donné aux membres de la mission un bref exposé sur les activités de la corporation. COHDEFOR qui a été mise sur pied en 1974, est responsable de la reforestation et de l'entretien des vastes forêts de pins du pays. Elle offre également une aide technique et financière aux coopératives et est le seul exportateur de bois du Honduras. La corporation détient 95% des actions de la corporation industrielle forestière d'Olancho (CORFINO) qui a été créée afin de mettre en oeuvre l'important projet forestier d'Olancho qui comprendra trois scieries, une usine de pâte et papier et toute l'infrastructure annexe. Occupant une superficie de 3,7 millions d'acres dans la région nord-est du Honduras, la réserve forestière d'Olancho est la forêt de pins non exploitée la plus importante en Amérique Latine. On avait évalué à l'origine qu'elle comportait 48 millions de mètres cube de bois, mais des études plus récentes sur le potentiel de la forêt indiquent qu'elle possède des réserves d'environ 32 millions de mètres cubes. L'usine de pâte et papier d'une capacité quotidienne de 600 tonnes devrait être mise en service d'ici 1984, pour un coût total de $200 millions.

Alors que la région d'Olancho est uniquement couverte de pins, les trois régions environnantes, sur la côte des Antilles, comportent uniquement des forêts de bois dur (3,2 millions d'hectares). Dans le cadre d'un prêt d'aide technique de l'ACDI d'une valeur de $6 millions, une société canadienne a terminé l'inventaire du secteur COROCITO. (Les deux autres secteurs devraient être inventoriés d'ici 10 à 15 ans). L'usine Corocito sera une entreprise à risques partagés, COHDEFOR possédant au moins 51% des actions. La corporation souhaiterait qu'une société privée hondurienne et une société étrangère achètent le reste des actions (49%), le partenaire étranger fournissant les compétences techniques et commerciales. Le coût total de cette installation est évalué à $45 millions, dont environ $20 millions seront utilisés pour l'équipement de la scierie.

En plus de ces deux projets, un projet de développement est actuellement en cours dans la région adjacente à celle du projet hydroélectrique d'El Cajon. Ce projet, le Plan Cornayagua, comprend la construction de deux scieries, une à Las Lajos et l'autre à Rancho Grande, à un coût évalué à $2,5 millions chacune. D'ici la fin de l'année, une décision devrait être prise au sujet de la construction

d'une usine de papier journal et de pâte et papier dans la même région; le coût de cette usine, d'une capacité de production de 40 000 tonnes par année, est évalué à $40 millions.

Les représentants du Service de la Planification (CONSUPLANE) ont exposé le plan de développement 1979-1983 qui représentera un investissement total de $1,2 milliard, comprenant la réalisation du projet hydroélectrique d'El Cajon (300 MW), le projet de l'usine de pâte à papier d'Olancho et d'autres projets d'infrastructure. L'agriculture et les forêts demeureront les deux domaines prioritaires. On a jugé, après une étude sérieuse de ses implications financières, que le plan était réalisable; le gouvernement a établi une limite maximum de 14% du PNB pour le service de la dette.

Bien qu'il ne fasse pas partie des grandes priorités, le tourisme ne sera pas oublié: plusieurs projets, comprenant la construction de 2300 chambres d'hôtel, seront réalisés pour un investissement total de près de $50 millions. Un projet, entre autres comportant la construction de 700 chambres d'hôtel dans la zone nord, coûtera à lui seul $35 millions. On recherche toujours des fonds pour la réalisation d'un projet de $100 millions à Tornasal, projet qui ne fait pas partie du plan d'expansion. De plus, certaines chaînes internationales participent à la construction de plusieurs hôtels; ce programme a été entrepris par le secteur privé. Les projets les plus importants du plan d'expansion sont le projet hydroélectrique d'El Cajon et le projet forestier d'Olancho, évalués à $500 millions chacun.

Le directeur de la Banque centre-américaine d'intégration économique (BCIE), M. Constantino Bernasconi, a présenté une vue générale des activités de la Banque. La Banque, a-t-il déclaré est l'institution financière de développement desservant le Marché commun centre-américain (MCCA), et elle est la plus vieille banque du genre en existence. Les gouverneurs de la Banque sont les ministres des Finances et les présidents des banques centrales des cinq pays membres. La Banque finance des projets dans cinq grands domaines: a) secteur public: infrastructure, routes et autoroutes, énergie, lignes aériennes, silos, transports et télécommunications; b) secteur privé: usines industrielles, projets hôteliers et touristiques; c) secteur agricole: projets agro-industriels, produits agricoles non traditionnels; d) hébergement; et e) développement social.

Les fonds de la Banque sont fournis par les cinq membres, qui ont investi au départ $15 millions chacun, soit un total de $75 millions. Ce total a récemment été porté a $200 millions. De plus, la Banque a reçu des prêts de la Banque mondiale, de la BID, de l'AID, de l'Espagne, de la France, de la Suisse, du Royaume-Uni, du Mexique, du Venezuela et du Canada (par l'entremise de la BID). La Banque a également émis des obligations dans plusieurs pays. Depuis sa création jusqu'en juin 1978, soit une période de 10 ans, la Banque a prêté $1 milliard aux cinq pays membres; à peu près la moitié de ce montant est allé au secteur public et le reste a été partagé entre les quatre autres secteurs. La Banque espère pouvoir prêter un autre milliard au cours des cinq prochaines années. Les modalités de ces prêts varient selon la provenance de l'argent et l'intérêt fixé. Par exemple, les divers gouvernements régionaux prêtent leurs capitaux sans intérêt. Au tout début, un bon nombre des prêts que la Banque recevait lui étaient accordés à des conditions très libérales, mais cela n'est plus le cas. En ce qui concerne le secteur public, la Banque impose un intérêt de 4%; pour le secteur privé, le taux d'intérêt est de 6%. Le taux des prêts accordés pour l'expansion industrielle va de 7,7% à 8,5%. Pour les secteurs comme ceux des autoroutes, de l'énergie et des télécommunications, le taux est habituellement de 8,75% pour 15 ans. Les prêts agricoles sont généralement légèrement subventionnés soit à un taux entre 6,5% et 7%. Mais, afin de favoriser la diversification des économies locales, la Banque n'offre pas de financement pour les cultures traditionnelles.

Un des membres de la mission a abordé le sujet du développement des pêches, faisant remarquer que chacun des pays de la région a mis sur pied un grand programme d'expansion de l'industrie de la pêche du thon, au lieu, tout simplement, d'unir ses ressources aux autres pour un développement intégré de cette industrie. On lui a répondu que la Banque avait déjà financé l'achat de six ou sept bateaux de pêche pour le thon dans le but final d'intégrer les divers stades de l'exploitation. Toutefois, certains problèmes se posent; le Costa Rica, par exemple, est plus avancé que les autres pays dans ce domaine. La Banque aimerait beaucoup effectuer au cours des deux prochaines années une étude afin de préparer une politique définitive pour le développement de l'industrie de la pêche au thon; mais, en dépit des objectifs d'intégration, une attitude nationaliste persiste et rend ce genre de développement très difficile.

Interrogé au sujet des modalités d'adjudication, M. Bernasconi a répondu que ces modalités dépendent de l'origine de l'argent. Lorsque les fonds proviennent de l'ACDI, de la BID ou de la USAID, on doit suivre les procédures d'appel d'offres internationales des pays membres de ces organisations. Si les fonds proviennent de sources locales, les modalités dépendent de ce que le client désire. Les appels d'offres peuvent être strictement restreints à l'Amérique centrale ou peuvent être présentés au niveau international si un produit n'est pas fabriqué dans la région. Dans le cas du secteur privé, le client choisit habituellement les fournisseurs après avoir consulté la Banque.

La Banque a jusqu'à maintenant prouvé qu'elle peut être un instrument efficace d'expansion économique régionale et, elle prévoit être d'ici l'an 2000 la principale unité économique d'une région réunissant 30 millions de personnes et occupant une superficie de 500 000 milles carrés.

Le Colonel Mario Flores Theresin, ministre des Communications, des Travaux publics et du Transport, ainsi que des représentants des Services énergétiques (ENEE), des Services des eaux et égoûts (SANAA) et de l'Agence des télécommunications (HONDUTEL) ont donné un aperçu des divers projets actuellement à l'étude. Il y a pour l'instant trois aéroports internationaux au Honduras (Tegucigalpa, San Pedro Sula et La Ceiba), et les Japonais assurent l'aide technique pour le choix d'un emplacement à approximativement 50 kilomètres de Tegucigalpa en vue de la construction d'un nouvel aéroport. Il manque encore un petit investissement pour que l'on puisse compléter la construction de l'édifice de l'aéroport de San Pedro Sula et d'un prolongement de 300 mètres de la piste d'atterissage. On trouvera à la section suivante les autres renseignements obtenus lors de ces visites.

RÉSUMÉ DES DÉBOUCHÉS COMMERCIAUX

Domaine agricole et agro-industriel

Au milieu de 1978, un nouvel institut de commercialisation agricole (IHMA) a été mis sur pied; il a commencé ses travaux en novembre 1978. Son but principal sera d'acheter et de vendre des grains de base, et de jouer le rôle d'agence de stabilisation des prix. Une de ses priorités sera la construction d'installations d'entreposage et de manutention des grains. Le Honduras se suffit à lui-

même en ce qui concerne la plupart des céréales alimentaires de base. Le marché des ventes disponible pour le blé et les oléagineux est assez limité, bien qu'en général, il ait été dominé par les exportateurs américains importants. En raison de la structure tarifaire du MCCA, les exportations canadiennes d'aliments de base sont très limitées. Le lait écrémé en poudre est le principal aliment exporté par le Canada. Actuellement, le Honduras doit importer 50% du lait dont il a besoin, et l'expansion de l'industrie du bétail a une très forte priorité. L'expansion du secteur agricole offrira également un marché croissant pour les machines agricoles, les engrais, les produits chimiques et l'équipement d'irrigation.

Services de consultation

Il existe déjà une présence canadienne considérable au Honduras dans les secteurs des mines, des forêts, de l'eau, des égouts et des ports. On prévoit un accroissement des travaux, dans le secteur des mines, mais il faudra d'abord procéder à une modification de la politique fiscale pour attirer les sociétés étrangères.

Secteur énergétique

Comme on l'a déjà indiqué, la génération et le transport d'énergie électrique sont un secteur-clé du plan d'expansion actuel. Le principal projet dans ce secteur est le projet hydroélectrique de El Cajon, d'une capacité de 292 MW, qui coûtera près de $(É.U.) 500 millions. Ce projet offrira un marché pour la vente d'équipement électromécanique et d'équipement auxiliaire pour la station génératrice, ainsi que pour des services d'ingénierie, des câbles de transmission et des cabines de transformation pour la ligne de transport de 230 KV. L'Agence canadienne de développement international, la Société pour l'expansion des exportations et les banques canadiennes ont manifesté un certain intérêt dans le financement de ces projets.

Exploitation forestière

La plupart des développements dans ce secteur sont liés au projet forestier d'Olancho. En plus d'acheter de l'équipement pour les scieries, le Honduras achetera des scies électriques, des engins de débardage sur roues, des camions, des remorques et toute sorte de matériel pour le travail du bois.

Le projet forestier de bois dur de Corocito devrait présenter des débouchés commerciaux pour la vente d'équipement canadien, pour les scieries et l'usine de bois contreplaqué que l'on doit y construire. On aura également besoin, dans le cadre de ce projet, de matériel pour l'abattage du bois.

Pêches

La Banque inter-américaine de développement finance un petit programme d'expansion des pêches locales. Ce sont des conseillers techniques particuliers qui assurent les services de consultation nécessaires, et il ne semble pas y avoir de débouchés particuliers pour les sociétés de consultation. On ne fera pas d'appel d'offres pour le très peu d'équipement nécessaire dans le cadre de ce projet avant la fin de 1980.

Télécommunications

Bien que des investissements considérables dans le secteur des télécommunications ne fassent pas partie des priorités à moyen terme des responsables de la planification, un certain nombre de programmes sont prévus dans le Plan. Les débouchés commerciaux qui existent dans ce secteur sont offerts par un central international du transit et un central de commutation local de 12 000 lignes en construction. On prévoit également l'installation d'une station satellite terrestre pour éliminer l'acheminement des communications par le Nicaragua, le Guatemala et le Mexique, comme on doit le faire aujourd'hui. Ce projet est évalué à $5,5 millions. Un certain nombre de petites installations téléphoniques (100, 200 et 500 lignes) sont projetées dans les régions rurales. La BID financera l'installation d'une nouvelle ligne de transmission entre Tegucigalpa et San Pedro Sula.

Transport

1. Autoroutes - En plus d'un programme continu de construction et d'amélioration des routes, des grandes autoroutes sont projetées pour le projet forestier d'Olancho et le projet hydroélectrique d'El Cajon. L'entretien des routes est l'un des principaux problèmes du pays; on fera appel à l'aide extérieure pour la formation technique du personnel et pour la fourniture d'équipement de construction des routes et d'équipement de cartographie.

2. Aviation - Le marché civil des avions est en expansion. SAHSA, la ligne aérienne hondurienne, prévoit de rééquiper toute sa flotte de DC-3. Parmi les avions auxquels elle songe, se trouve le DASH-7 de deHavilland. On aura également besoin d'autres avions afin d'établir une liaison entre les diverses îles, où le tourisme est maintenant encouragé, et le continent.

HONDURAS

RENSEIGNEMENTS DE BASE

Superficie: 112 088 km^2; (43 784 milles carrés)

Population: 2 879 000 (1977); 25% urbaine; taux de croissance annuel de la population: 2,7%

Villes principales:
Tegucigalpa (capitale), 300 000 hab. (1976); San Pedro Sula 155 000 hab. (1976)

Chef d'État: Brigadier Général Policarpo Paz Garcia (depuis le 7 août 1978)

Cours du change: 1 lempira: $(É.U.) 0.498 (août 1978)

Produit intérieur brut (PIB):
$(É.U.) 1488,9 millions (1977)

Produit intérieur brut (PIB) par habitant:
$(É.U.) 514 (1977)

Affiliations politiques et économiques internationales:
Le Honduras est membre des organismes suivants: MCCA, OEA, SELA, BID, Banque mondiale, CABEI, ONU, et la plupart de ses organismes spécialisés. Le Honduras n'est pas membre du GATT.

Réserves internationales:
$(É.U.) 228 millions (mars 1978)

Dette publique à l'étranger:
$(É.U.) 334,9 millions (au 31 décembre 1976)

	1974	1975	1976	1977	1978
Importations totales: (millions de $ des É.U.)	456,0	452,4	509	540,2	879,9
Exportations totales: (millions de $ des É.U.)	331,3	343,5	443,1	519,7	690

Composition des importations totales:
(1977) matières brutes (33,7%); biens d'investissements (29,6%); biens de consommation (22,7%); pétrole (10,2%); autres (3,8%)

Composition des exportations totales:
(1977) produits alimentaires et agricoles (73%); minéraux (7%); autres (20%)

Principaux produits de l'économie:
Le café et les bananes sont les principaux produits exportés et ils représentent plus de 70% des exportations du pays.

Relations commerciales entre le Canada et le Honduras:
Le commerce entre le Honduras et le Canada est régi par une entente signée en février 1956; cet accord stipule l'échange réciproque du traitement de la Nation la plus favorisée.

(millions de $ Can)	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978
Exportations canadiennes au Honduras	3	4,6	8,6	8,1	13,2	8,9	14,5
Importations canadiennes du Honduras	19,4	16,5	15,3	11,8	17,4	18,7	31,9

Principales exportations canadiennes:
papier cartonné, papier journal et amiante

Principales importations au Canada:
bananes, bananes des îles et café

Représentation au Canada:
Ambassade du Honduras
Suite 403
350, rue Sparks
Ottawa (Ontario)
K1R 7S8

INDUSTRY CANADA/INDUSTRIE CANADA
51461